

L'évaluation des programmes et projets de lutte contre la pauvreté



**Revue des principaux résultats du
programme de formation 2003 - 2004**

Conakry, février 2005

Sommaire

1	Introduction, synthèse et recommandations.....	4
2	Les forces et faiblesses de la SRP en Guinée	12
2.1	Première analyse (février 2004).....	12
2.2	Deuxième analyse (mars 2004).....	13
3	Croissance économique (Axe 1).....	15
3.1	Analyse des parties prenantes.....	15
3.2	Analyse des problèmes (proposition 1).....	16
3.3	Analyse des problèmes (proposition 2).....	17
3.4	Analyse des objectifs (proposition 1).....	18
3.5	Analyse des objectifs (proposition 2).....	20
3.6	Cadre logique (proposition 1).....	21
3.7	Cadre logique (proposition 2).....	22
3.8	Analyse du premier rapport d'avancement de la SRP.....	23
3.9	Analyse et priorisation des domaines d'intervention	23
3.10	Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation.....	24
3.11	Recommandations supplémentaires pour l'évaluation.....	25
4	Secteurs sociaux (Axe 2).....	26
4.1	Analyse des parties prenantes.....	26
4.2	Volet Santé (Axe 2A).....	27
4.2.1	Analyse des problèmes (proposition 1).....	27
4.2.2	Analyse des problèmes (proposition 2).....	28
4.2.3	Analyse des objectifs (proposition 1).....	29
4.2.4	Analyse des objectifs (proposition 2).....	30
4.2.5	Cadre logique (proposition 1).....	31
4.2.6	Cadre logique (proposition 2).....	32
4.2.7	Analyse du premier rapport d'avancement de la SRP	33
4.2.8	Analyse et priorisation des domaines d'intervention	33
4.2.9	Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation	34
4.3	Volet Education (Axe 2B).....	35
4.3.1	Analyse des problèmes (proposition 1).....	35
4.3.2	Analyse des problèmes (proposition 2).....	36
4.3.3	Analyse des objectifs (proposition 1).....	37
4.3.4	Analyse des objectifs (proposition 2).....	38
4.3.5	Cadre logique (proposition 1).....	39
4.3.6	Cadre logique (proposition 2).....	40
4.3.7	Analyse du premier rapport d'avancement de la SRP	41
4.3.8	Analyse et priorisation des domaines d'intervention	41
4.3.9	Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation	42
4.4	Recommandations supplémentaires pour l'évaluation	42
5	Gouvernance (Axe 3).....	43
5.1	Analyse des parties prenantes.....	43
5.2	Analyse des problèmes (proposition 1).....	44
5.3	Analyse des problèmes (proposition 2).....	45
5.4	Analyse des objectifs (proposition 1).....	46
5.5	Analyse des objectifs (proposition 2).....	47
5.6	Cadre logique (proposition 1).....	48

5.7	Cadre logique (proposition 2).....	49
5.8	Analyse du premier rapport d'avancement de la SRP.....	50
5.9	Analyse et priorisation des domaines d'intervention	50
5.10	Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation.....	51
5.11	Recommandations supplémentaires pour l'évaluation.....	51
6	Coopération Internationale.....	52
6.1	Analyse des parties prenantes.....	52
6.2	Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation.....	52
7	Analyse des risques liés à l'évaluation de la SRP	53
8	Recommandations relatives au respect des standards d'évaluation	54
9	Note sur l'intégration de l'aspect genre dans l'évaluation de la SRP	55
10	L'évaluation des cours	56
10.1	L'évaluation du premier cours de base (Labé, septembre 2003)	56
10.2	L'évaluation du second cours de base (Labé, février 2004).....	57
10.3	L'évaluation du premier cours avancé (Labé, mars 2004)	58
10.4	L'évaluation du second cours avancé (Labé, décembre 2004)	58
10.5	L'évaluation du cours condensé (Kindia, décembre 2004).....	59
11	L'auto-évaluation des participants du cours condensé (Kindia, décembre 2004)	60
Annexe 1	Principes directeurs de l'Association Africaine de l'Evaluation (AfrEA).....	61
Annexe 2	Fiche de suivi des connaissances acquises	64
Annexe 3	Liste des participants	65

1 Introduction, synthèse et recommandations

Le présent rapport est une compilation des principales analyses et recommandations issues de cinq séminaires de formation, organisés et financés par l'Agence allemande de coopération technique, GTZ, et exécutés durant la période de septembre 2003 à décembre 2004. Il s'agit d'une série de séminaires de formation en matière d'évaluation des programmes et projets de lutte contre la pauvreté, ciblée en priorité vers les besoins du projet d'évaluation de la première phase de mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée.

Parmi les 65 participants des cinq cours (voir liste des participants en annexe), trois groupes peuvent être distingués: le premier groupe a participé au premier cours de base (septembre 2003) et au premier cours avancé (mars 2004); le deuxième groupe a participé au second cours de base (février 2004) et au second cours avancé (décembre 2004); et pour finir, le troisième groupe a participé à un seul cours condensé au mois de décembre 2004. Les cours de base et avancés, chacun d'une durée de 5 jours, ont eu lieu à Labé, alors que le cours condensé, qui a duré trois jours, s'est déroulé à Kindia.

Les participants des cours de base et avancés ont été largement mixtes: environ 50% de la fonction publique, 50% de la société civile. Quant aux participants du cours condensé, ils ont été uniquement de la fonction publique: Il s'agissait là d'un cours qui s'adressait en priorité aux décideurs de l'administration publique impliqués dans la programmation et la mise en œuvre de l'évaluation de la SRP (prévue en 2005), et dans l'exploitation ultime de ses résultats. La part des femmes dans l'ensemble des participants a été de 22%.

En terme général, les cours de formation ont été caractérisés par un fort élément participatif. Dans la plupart des cas, les analyses et recommandations présentées dans les sections qui suivent ont été élaborées en groupes de travail et puis restituées et perfectionnées en séances plénières. Par ailleurs, le formateur a mis un fort accent sur l'échange d'idées et d'expériences entre les participants. Par exemple, dans le cadre des séances introductrices, les participants ont eu l'occasion de se présenter et d'indiquer la nature de leur dernière interaction avec le processus SRP. Dans les cas où ces expériences ont été particulièrement pertinentes (p.e. la réalisation récente d'une étude sur l'implication des communes rurales dans le processus SRP, l'application du système MARP au niveau des artisans de Labé, et l'exécution d'une enquête qualitative sur les conditions de vie en Guinée), les participants eux-mêmes ont élaboré des présentations thématiques devant être réalisées dans le programme du séminaire. Ces présentations plus ou moins spontanées ont aussi servi d'orientation pour la sensibilisation des participants relative à « l'art de la présentation » et au rôle de celle-ci dans le processus d'évaluation.

Les résultats des cours avancés dans le domaine des concepts et méthodes d'investigation empirique (enquêtes, groupes focus, transect etc) ne sont pas repris ici. Néanmoins, ceux-ci sont disponibles dans les documents issus de chaque séminaire; ils peuvent servir d'orientation dans la préparation des enquêtes à entamer sur le terrain dans le cadre de l'évaluation envisagée de la SRP.

Dans la deuxième partie de ce chapitre introductif, nous présenterons une synthèse des principales analyses et recommandations issues des cinq séminaires (voir les sections 2 à 11). Puis, pour finir, nous allons tirer quelques leçons des expériences faites et présenter des recommandations spécifiques pour la poursuite des efforts déjà entamés dans le domaine du renforcement des capacités humaines en matière d'évaluation de la politique de lutte contre la pauvreté en Guinée.

L'analyse des forces et faiblesses de la SRP

Les participants des deux séminaires (à savoir d'un cours de base en février 2004 et d'un cours avancé en mars 2004) ont visualisé, sur des cartes métaplan, leurs perceptions des

forces et faiblesses générales de la SRP de la Guinée (voir section 2). Les résultats présentés sous forme de listes ne suivent aucun ordre particulier.

En résumé, on peut noter que les principales forces de la SRP en Guinée sont surtout liées au caractère participatif de sa préparation, à la profondeur de l'analyse de la pauvreté présentée dans le Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), et au rôle intégrateur que joue la SRP par rapport aux politiques sectorielles et régionales du pays. Quant aux principales faiblesses de la SRP guinéenne, on constate, entre autres, une faible implication effective de la société civile et du secteur privé dans la préparation de la SRP, une faible implication effective des groupes cibles dans la mise en œuvre de cette politique, des objectifs parfois trop ambitieux, une communication et une vulgarisation inadéquates lors de la mise en œuvre de la SRP (y compris la faible visibilité des réalisations), une définition inadéquate du volet « gouvernance » (lutte anticorruption, gestion des opérations extra-budgétaires etc), une faible mobilisation et gestion des ressources requises, une faible coordination entre les divers acteurs concernés (ministères sectoriels, partenaires internationaux etc), une faible prise en compte de l'aspect genre, et une volonté parfois inadéquate au niveau des décideurs politiques concernés.

L'analyse des parties prenantes

En suivant les trois grands axes de la SRP, les participants ont identifié les principales parties prenantes impliquées dans la formulation et la mise en œuvre de la SRP, et les principales caractéristiques de celles-ci. Il s'agit de tous les principaux groupes et institutions pour lesquels des rôles spécifiques ont été prévus dans le DSRP, qui ont été effectivement impliqués dans le processus SRP, et pour lesquels, selon l'avis des participants, un rôle particulier devrait être prévu dans l'avenir. Les principales « craintes » (voir dernières colonnes des tableaux en sections 3.1, 4.1, 5.1 et 6.1) portent surtout sur les facteurs qui peuvent avoir des effets négatifs sur les parties prenantes concernées. (L'analyse présentée dans la section 6.1 met un accent sur le rôle des partenaires internationaux de la Guinée et la coordination de leurs contributions à la SRP – aspect largement ignoré dans la préparation de la première phase de la SRP.)

L'analyse des problèmes

Dans chaque cours de base, les participants ont élaboré des « arbres de problèmes ». Par conséquent, on présentera ici deux résultats pour chaque axe et sous axe de la SRP. (Ceci vaut aussi pour les analyses des objectifs et l'élaboration de cadres logiques.)

Soulignons que l'analyse se base principalement sur le texte du DSRP, et que d'autres éléments ont été introduits en utilisant des parenthèses (< et >). Par ailleurs, les participants ont fait un grand effort pour éviter des formulations qui expriment des problèmes en termes de « solutions qui manquent ». Notons aussi, que les problèmes « centraux » des arbres de problèmes sont ceux que la SRP devrait résoudre, en priorité, d'ici la fin de la période de programmation.

Selon les résultats des analyses faites par les participants des deux cours de base, les aspects suivants, largement négligés dans le passé, méritent d'être mieux intégrés dans les futures analyses des problèmes liés à la lutte contre la pauvreté en Guinée:

- Au niveau de l'Axe 1 (croissance économique): La faible compétitivité des produits guinéens sur le marché mondial, la faiblesse de la part budgétaire des investissements publics, et l'absence d'une vision à long terme.
- Au niveau de l'Axe 2, volet santé: Le faible niveau des revenus des populations, l'insuffisance de l'accès à l'eau potable, les faiblesses de l'assainissement, les insuffisances hygiéniques, la faible qualification du personnel, la faible prise en compte des IST et du VIH-SIDA, et le manque d'une éthique médicale.

- Au niveau de l’Axe 2, volet éducation: Le faible niveau éducatif, le rôle des pesanteurs religieuses et culturelles, la faiblesse de la qualification personnelle, la faiblesse du budget alloué à l’éducation, et la faiblesse éthique et morale.
- Au niveau de l’Axe 3 (gouvernance): La mauvaise répartition du revenu national, l’impunité, la faiblesse de la décentralisation, la faible valorisation des ressources nationales et locales, et le rôle des pesanteurs politiques et socioculturelles.

L’analyse des objectifs

Il s’agit des objectifs qu’on peut trouver dans le texte du DSRP, version du mois de janvier 2002 - à savoir, jusqu’à présent, le seul document officiel de référence pour ce qui concerne la définition des objectifs de cette politique. Dans une première étape, les participants ont construit les « arbres d’objectifs » en faisant référence au texte du DSRP. Dans une deuxième étape, ils ont comparé les objectifs identifiés et les problèmes indiqués dans l’exercice antérieur. Pour compléter cette analyse, ils ont ajouté d’autres objectifs (entre parenthèses) jusqu’à présent non inclus dans la SRP.

Dans plusieurs cas, les participants ont critiqué la mauvaise formulation de certains objectifs de la SRP, l’incohérence entre les problèmes et les objectifs cités dans le DSRP, les insuffisances de la SRP par rapport à ses objectifs, et la non-conformité entre les objectifs du texte principal et ceux qui sont indiqués dans les annexes du DSRP.

Suite à leurs analyses des objectifs de la SRP, tels qu’ils sont définis dans le DSRP, les participants ont recommandé l’intégration des aspects suivants dans une éventuelle révision de la SRP:

- Au niveau de l’Axe 1 (croissance économique): La restauration de la surface végétale des zones dégradées, et la prise en compte de mesures pour assurer la pérennité de la base productive.
- Au niveau de l’Axe 2, volet santé: Une meilleure prise en compte de la médecine traditionnelle, du respect de l’éthique médicale, et des effets de la politique sur la fécondité et le vieillissement de la population.
- Au niveau de l’Axe 2, volet éducation: La promotion de l’éducation par tous les acteurs, la promotion de l’alphabétisation, et la promotion de la recherche scientifique.
- Au niveau de l’Axe 3 (gouvernance): Le bon fonctionnement des institutions, l’amélioration de l’information et de la communication, la valorisation des compétences locales, et le renforcement de la prise en compte de la dimension genre.

Le cadre logique

Dans une première étape, les participants ont ramassé et structuré les éléments des cadres logiques (CL) retrouvés dans le texte du DSRP. Dans une seconde étape, ils ont complété les CL à l’aide d’autres éléments, qui sont écrits entre parenthèses. (Dans la plupart des cas, le temps disponible n’a pas été suffisant pour terminer le travail d’élaboration des CL.)

Les CL construits par les participants des séminaires (à savoir des cours de base) sont révélateurs, entre autres, de la faible adéquation entre objectifs et indicateurs de la SRP, et de la faible cohérence entre les facteurs internes (voir les éléments de la logique d’intervention dans les premières colonnes) et les facteurs externes (voir les hypothèses dans les dernières colonnes). Le perfectionnement du système d’indicateurs étant actuellement en cours, on peut se concentrer ici sur les hypothèses (relatives aux facteurs externes) qui sont, jusqu’à présent, largement négligées par le DSRP :

- Au niveau de l'Axe 1 (croissance économique): Le maintien du programme avec les institutions de Bretton Woods et la stabilité de l'environnement international dans son ensemble.
- Au niveau de l'Axe 2, volet santé: L'allocation d'au moins 10% du budget public au secteur santé, ainsi que la disponibilité d'eau potable et d'un système d'assainissement adéquat.
- Au niveau de l'Axe 2, volet éducation: L'adhérence des populations à la politique de l'éducation, le respect des engagements gouvernementaux relatifs aux objectifs du programme « Education pour tous » (EPT) et l'atténuation des pesanteurs religieuses et culturelles.
- Au niveau de l'Axe 3 (gouvernance): La poursuite du processus démocratique, l'engagement et la volonté politique des décideurs.

L'analyse du premier rapport d'avancement des la SRP

En avril 2004, le Secrétariat Permanent chargé de la SRP (SP-SRP) a présenté son premier rapport d'avancement. En suivant les principaux axes et sous-axes de la SRP, les groupes de travail ont analysé les chapitres pertinents du rapport d'avancement. Une fois cette analyse faite, ils ont indiqué des questions clés auxquelles les futurs rapports devraient répondre et des recommandations relatives à l'amélioration des rapports d'avancement à l'avenir.

Généralement, la structure du premier rapport d'avancement et la présentation des données chiffrées et d'autres informations en fonction des objectifs, résultats et activités de la SRP ont été bien appréciées par les participants des cours de formation. Cependant, ils ont aussi noté de nombreux aspects qui restent à améliorer, notamment la présentation complète des objectifs et sous-objectifs de la SRP (certains sous-secteurs de la SRP ont été négligés p.e. l'intégration régionale, la promotion des PME/PMI, les volets environnementaux, la transparence de la gestion publique, et l'application du droit), l'analyse des contributions des partenaires internationaux, le traitement des écarts entre objectifs et réalisations, et la spécification des sources d'informations.

Les principales recommandations relatives à l'élaboration du prochain rapport d'avancement de la SRP sont les suivantes:

- Faire une analyse approfondie des écarts entre les objectifs de la SRP et les résultats atteints,
- Compléter les informations manquantes (voir ci-dessus) et diversifier les sources d'informations,
- Améliorer la définition et la présentation des indicateurs, surtout pour ce qui concerne l'axe 3 de la SRP,
- Publier le rapport sur la corruption,
- Fournir des informations relatives à l'évaluation de la première phase de la SRP, et
- Prévoir un mécanisme de restitution (validation) participative du rapport d'avancement.

L'analyse et la priorisation des domaines d'intervention

Il s'agit des domaines d'intervention de l'évaluation de la SRP. La première tâche des participants a été d'identifier les critères de priorisation en séance plénière. Ainsi, les participants ont défini comme critères de priorisation: (a) le degré de pertinence du point de vue des groupes ciblés, voire pauvres; (b) le degré de méconnaissance, qui tient compte des études qui existent déjà; et (c) la nature innovatrice du domaine concerné, afin d'identifier des approches de réduction de la pauvreté particulièrement prometteuses. Une fois les critères de priorisation établis, les participants ont attribué des valeurs à chaque domaine

d'intervention de la SRP. La somme de ces valeurs au niveau de chaque domaine d'intervention peut servir d'orientation dans le choix de thèmes à privilégier dans le cadre de l'évaluation.

Selon les résultats de cette analyse, les domaines d'intervention à traiter en priorité dans le cadre de l'évaluation de la SRP sont les suivants:

- Au niveau de l'Axe 1 (croissance économique): Politiques fiscales et budgétaires, la promotion des PME/PMI, la politique monétaire, la gestion du système financier, et le développement rural.
- Au niveau de l'Axe 2, volet santé: Le développement des mutuelles, la prise en charge des IST/VIH/SIDA et la prise en charge des grossesses à risque et urgences obstétricales.
- Au niveau de l'Axe 2, volet éducation: La généralisation de l'enseignement de base, l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du système, le renforcement de l'éducation non formelle favorisant les filles et les adultes des couches défavorisées, et le renforcement institutionnel du système éducatif.
- Au niveau de l'Axe 3 (gouvernance): Le renforcement du cadre institutionnel et des capacités humaines, la participation et la responsabilisation des bénéficiaires, et la réforme de la justice.

Recommandations relatives à l'évaluation de la SRP

En partant des résultats de l'analyse précédente, les participants ont formulé, selon les domaines d'intervention, des questions clés à traiter dans le cadre de l'évaluation. Par ailleurs, ils ont distingué entre informations à fournir au niveau des rapports d'avancement, et informations à établir sur la base de l'évaluation, c.-à-d. sur la base d'enquêtes systématiques et indépendantes. Les participants ont aussi proposé des mesures pour tenir compte de l'aspect genre dans chaque domaine d'investigation. Ces recommandations spécifiques aux axes et sous-axes de la SRP restent à intégrer dans les termes de références (TdR) des équipes d'experts chargés de l'évaluation de la SRP.

L'analyse des risques liés à l'évaluation de la SRP

Se référant aux standards d'évaluation établis par l'Association Africaine de l'Evaluation, (voir l'Annexe 1), les participants ont identifié, de leur point de vue, aussi bien les standards les plus importants, que les standards les plus difficiles à satisfaire dans le contexte actuel de la Guinée. Sur cette base, ils ont identifié les principaux facteurs qui posent des risques, et ils ont proposé des mesures spécifiques pour minimiser ces risques. Il s'agit ici aussi de recommandations qui restent à intégrer dans les TdR de l'évaluation de la SRP.

L'intégration de l'aspect genre dans l'évaluation de la SRP

Dans le cadre du premier cours de base, une participante a présenté des recommandations concernant le traitement de l'aspect genre, qui sont reprises ici. Ces recommandations ont été complétées par celles retenues dans les sections 3.10, 3.11, 4.2.9, 4.3.9, 4.4, 5.10, 5.11 et 6.2.

L'évaluation des séminaires

Les séminaires ont été évalués de plusieurs manières:

- A la fin de chaque séminaire, les participants ont exprimé en séances plénières et sur des cartes méta-plan les forces et faiblesses du séminaire, c'est-à-dire ce qui a été, d'après eux, particulièrement satisfaisant, et ce qui mérite d'être amélioré à l'avenir (voir section 10);

- Dans les deux cours de base et le cours condensé, les participants ont rempli des questionnaires simples (voir l'annexe 2) afin de cerner leur niveau de connaissances préliminaires (au moment du démarrage du séminaire), leur niveau de connaissance acquise (à la fin du séminaire) et leur propre appréciation de la différence entre ces deux (voir les résultats de l'auto-évaluation en section 11).

Les aspects les plus satisfaisants, du point de vue des participants, ont été l'organisation des séminaires, la pertinence des thèmes choisis, la méthodologie de travail (en séances plénières, en groupes de travail et sur le terrain), le caractère participatif des séminaires, le rapport entre la théorie et la pratique, la qualité des débats, la compétence du formateur, la documentation du séminaire et le climat général de travail.

Les aspects qui méritent, du point de vue des participants, des améliorations sont la gestion du temps (parfois perturbée par la longueur des débats), l'organisation préalable de visites sur le terrain et des enquêtes pilotes, la disponibilité de la documentation (certains participants préfèrent une distribution à l'avance ou lors de l'exécution du séminaire, au lieu d'une distribution à la fin) et la composition du groupe des participants (la société civile n'a pas été suffisamment représentée).

Pour ce qui concerne les conditions de base, on note que la qualité de la restauration a été souvent critiquée. Quant à la qualité des salles de réunion et de l'hébergement, elle aussi a été critiquée, mais à Kindia seulement.

Les commentaires sur la durée des séminaires et les lieux de formation ont été très variés: Pour certains participants, les séminaires ont été trop courts, pour d'autres trop longs. Aucun séminaire n'a eu lieu dans la capitale, mais pour certains participants la distance entre le lieu du séminaire et la capitale a été convenable, tandis que d'autres participants ont connu des problèmes de transport. Du point de vue du formateur, les conditions de travail ont été les plus favorables à Labé, et les problèmes de transport ont bien été surmontés par la plupart des participants. Néanmoins, pour les besoins des futurs séminaires de ce genre, surtout dans les zones très éloignées de la capitale, il est recommandé de renforcer l'assistance à l'organisation du transport des participants.

L'auto-évaluation des participants relative aux connaissances acquises

Selon les résultats du dépouillement des questionnaires d'auto-évaluation « ex ante » (dite aussi « baseline »), la plupart des participants ont été capables, au moment du démarrage du séminaire, de formuler de manière plus ou moins satisfaisante la définition d'un indicateur. Par contre, les types d'indicateurs et les facteurs de succès d'une bonne évaluation ont été très peu connus. Par ailleurs, parmi les participants du cours condensé, auquel uniquement des fonctionnaires ont participé, les connaissances préliminaires des trois grands axes de la SRP guinéenne et du contenu d'un cadre logique ont été très limitées.

Dans leur estimation finale des connaissances acquises lors du séminaire, les participants du cours condensé ont constaté une forte amélioration de leurs connaissances relatives aux grands axes de la SRP, aux éléments du cadre logique et aux différences entre le suivi et l'évaluation. Par contre, la progression des connaissances relatives aux types d'indicateurs a été moins évidente. (Les résultats des auto-évaluations faites dans le cadre des deux cours de base ont été largement semblables.)

Leçons à tirer

Sur la base des expériences des cinq séminaires de formation ci-décrits, on peut tirer plusieurs leçons pour l'avenir, dont les plus importantes paraissent être les suivantes:

- Du point de vue technique et méthodologique, la faisabilité de l'évaluation de la première phase de la SRP en Guinée est largement assurée; la plupart des méthodes et instruments présentés et testés lors des cinq séminaires de formation (arbres de problèmes et d'objectifs, cadre logique, échantillonnage, interviews semi-structurées etc) se prêtent bien aux besoins d'une évaluation systématique et indépendante de la SRP.
- Pour ce qui concerne le cadre logique, il s'agit là surtout d'un instrument de contrôle de cohérence entre objectifs, indicateurs et facteur externes (hypothèses). Dans la préparation et l'élaboration de la première SRP de la Guinée, cette cohérence a été largement négligée. C'est la raison pour laquelle l'utilisation de cet instrument dans le cadre de la préparation de la prochaine phase de la SRP est fortement recommandée.
- Vu les limites des ressources disponibles, y compris le temps disponible pour la collecte et le traitement de données et d'autres informations, l'application de l'approche « échantillonnage » au choix des zones d'investigation et de recherche sur le terrain s'avère incontournable. Pour constituer des équipes chargées des investigations sur le terrain, il est recommandé de retenir la division en quatre groupes selon les principaux thèmes de la SRP – croissance économique, santé, éducation et gouvernance – et de s'orienter vers les domaines identifiés comme prioritaires et les questions clés formulées par les participants des cinq séminaires et (dans le proche avenir) par les groupes thématiques chargés de la programmation de la prochaine phase de la SRP.
- En terme général, les besoins en formation et en assistance technique dans le domaine de l'évaluation en Guinée sont toujours énormes. Pour ce qui concerne la SRP, il vaut mieux tenir compte des attentes et les besoins spécifiques de la société civile et du secteur privé dans ce domaine. En même temps, il faut reconnaître la diversité des besoins et des contraintes des personnes et des groupes concernés dans ce domaine: Par conséquent, il est recommandé d'offrir aussi bien des cours condensés que des cours longs, aussi bien dans la capitale, que dans les zones hors de la capitale.
- Malheureusement, certains participants des cours de base n'étaient pas disponibles pour participer aux cours avancés, et quelques participants de l'un ou de l'autre cours ont été obligés de quitter prématurément leur cours, dans la plupart des cas pour des raisons personnelles (décès dans la famille etc). Par conséquent, il est recommandé d'organiser des journées de formation supplémentaires, pour que ces participants puissent compléter leur formation et obtenir leurs certificats. Il est aussi recommandé que ces journées de formation soient organisées et exécutées par l'Association Guinéenne des Évaluateurs (AGEVAL), avec l'assistance technique et logistique du projet GTZ d'appui à la SRP.
- Pour ce qui concerne la programmation des futurs cours de formation, on peut noter que la formule « moitié théorie, moitié pratique » est toujours bien appréciée par les participants, mais qu'elle exige aussi beaucoup de temps et de flexibilité. Ceci vaut aussi pour l'intégration des connaissances et des expériences pertinentes des participants dans la programmation des séminaires.

Les cours de base et avancés ont, sans doute, contribué à une certaine mise à niveau des connaissances de tous les participants, même si les forces et faiblesses des participants individuels sont toujours très variées. Pour ce qui concerne les besoins en formation qui persistent parmi les participants des cinq cours de formation organisés par la GTZ, on peut d'abord constater que la plupart des participants du cours condensé ont toujours besoin d'une formation de base en matière d'évaluation. Et selon l'estimation du formateur, les domaines dans lesquels les connaissances de l'ensemble des participants mériteraient le plus un renforcement supplémentaire sont l'analyse statistique et l'art de la présentation, y compris l'emploi d'illustrations graphiques. Vu les faiblesses rencontrées lors des analyses faites, on peut aussi songer à la possibilité d'une focalisation, dans les futurs séminaires de formation en évaluation, sur les thèmes pour lesquels les notions existantes d'une politique

appropriée sont encore très vagues, à savoir la promotion de la croissance économique en faveur des couches pauvres, et la promotion de la bonne gouvernance.

Questions ouvertes

Dans le cadre des deux cours avancés et du cours condensé, certaines questions de fond – principalement liées à la préparation et la mise en œuvre de l'évaluation de la SRP – ont été évoquées par les participants:

- Comment faut-il définir une zone d'investigation appropriée? Autrement dit, comment peut-on choisir un échantillon géographique pour les besoins de la recherche sur le terrain, qui soit aussi bien représentatif de l'ensemble du pays et réaliste du point de vue des limites des ressources disponibles, y compris le temps?
- Comment impliquer de manière effective les structures régionales dans la SRP et son évaluation? Comment établir et pérenniser des liens conceptuels et pratiques entre la SRP nationale et les SRP régionales?
- Comment identifier et chiffrer les impacts spécifiques de la SRP, et les distinguer des impacts d'autres politiques plus ou moins indépendantes de l'initiative PPTTE et du processus SRP? Comment distinguer entre facteurs internes et externes relatifs à SRP, y compris le comportement des partenaires internationaux?

Il s'agit de questions fondamentales, auxquelles il faut trouver des réponses appropriées au niveau du pilotage du processus d'évaluation de la SRP.

Il va sans dire que les analyses et recommandations documentées dans le présent rapport ne représentent qu'un point de départ pour une réflexion beaucoup plus approfondie, non seulement au niveau des structures étatiques chargées de la lutte contre la pauvreté en Guinée, mais aussi dans les institutions et groupements de la société civile, du secteur privé et du partenariat international de la Guinée.

Les lecteurs intéressés peuvent trouver des informations supplémentaires sur la SRP guinéenne et les cours de formation en matière d'évaluation des programmes et projets de lutte contre la pauvreté sur le site web du SP-SRP:

www.srp-guinee.org

Dr. Jim Bennett
Février 2005

Contact: bennett@ipa-cologne.de

2 Les forces et faiblesses de la SRP en Guinée

2.1 Première analyse (février 2004)

FORCES

- Bonne gouvernance transparence décentralisation et déconcentration
- Met l'accent sur les pauvres et les plus vulnérables
- Elaboration du DSRP: Implication des acteurs de toutes les catégories
- Cadre unique d'intervention
- Le DSRP bien rédigé
- Un 1^{er} depuis la 2^{ème} République
- Approche intégrée pour lutter contre la pauvreté
- Un document bien élaboré
- Participation des bénéficiaires à la prise de décision
- Existence de plusieurs projets qui constituent une réserve potentielle pour la mise en œuvre de la SRP
- Présente bien le profil de la pauvreté par région et par profession
- L'implication des populations à la base dans l'élaboration et la validation du DSRP
- Donne un cadre de référence
- Existence d'une carte de la pauvreté
- L'implication des populations à la base dans son élaboration
- La SRP est un cadre intégrateur
- Prendre en compte les besoins exprimés par la population
- Participation et implication à large échelle des populations bénéficiaires
- La SRP touche l'ensemble des politiques sectorielles et stratégies régionale
- Implication communautaire
- Consultation de populations sur la prise en compte de leurs besoins
- Essentiel des procurations abordé
- Le DSRP est fruit d'un consensus national
- Définition participative des actions prioritaires
- Implication des populations dans le DSRP
- Aspiration des populations
- Prise en compte de la pauvreté en Guinée
- Appropriation
- Implication active des populations à la base
- Approche participative de l'élaboration
- Large communication du public
- Le processus participatif au cours de son élaboration

FAIBLESSES

- Trop ambitieux
- Insuffisance de la volonté politique
- Peu de feedback au niveau des départements sectoriels
- Faible implication de la société civile et du secteur privé
- Déficience de mise en œuvre
- Manque d'implication des décideurs
- Peu d'implication des organisations de la société civile (OSC)
- Manque d'études techniques à ces aspirations
- Faiblesse des capacités de mise en oeuvre
- Peu de connaissance de la population
- Faiblesse sur les questions de gouvernance et de lutte contre la corruption
- Gestion des fonds
- Méthode non adaptée pour la vulgarisation

- Les indicateurs sont macro
- Faiblesse de décaissement
- La question du genre n'est pas bien prise en compte
- Manque d'évaluation
- Insuffisance d'appropriation sectorielle pour la mise en œuvre
- La SRP n'est pas bien connu par les populations
- Stratégie ne vise pas spécifiquement les groupes pauvres
- Faible mobilisation des ressources matérielles et financières
- Difficulté à intégrer les projets existant dans un cadre fédérateur
- Certaines priorités des femmes ne sont pas prises en compte
- Réorientation des fonds par décision politique
- Objectifs irréalisables
- L'échec de l'initiative PPTTE
- Evaluation insuffisante
- Contenu peu diffusé
- Faible niveau de mobilisation des concours extérieurs
- Faible capacité d'absorption du financement
- Les préoccupations des femmes ont été diluées dans celles d'autres secteurs en raison peut-être de la transversalité de leurs problèmes
- Faiblesse de la formation et de la sensibilisation des acteurs impliqués dans la SRP
- Absence de l'ensemble des activités, par conséquent budgétisation incomplète
- Double emploi au niveau des axes
- Lacune liée à la non prise en compte de la lutte contre l'abus des drogues
- Faiblesse des financements extérieurs
- Absence de politique spécifique pour l'accès des femmes au crédit
- Trop d'indicateurs pour le suivi évaluation
- Le retard dans la formulation des gammes d'indicateurs
- Les opérations extra budgétaires
- Pas tout à fait produit de la base

2.2 Deuxième analyse (mars 2004)

FORCES

- Elle ramasse tous les aspects de la vie des Guinéens
- Unique stratégie regroupant l'ensemble des acteurs de développement
- Cadre de référence unique pour tous les intervenants
- Espoir des populations
- Meilleures connaissances de la situation de la pauvreté dans le pays
- Approche intégrée pour lutter contre la pauvreté
- Prise en compte des besoins des communautés (par région)
- Le diagnostic de la pauvreté est bien établi
- Impliquer les populations à la base sur la prise en main de leur propre destin
- Objectifs clairs et pertinents
- Large implication des partenaires au processus de conception
- Identification des problèmes pertinents de la population
- Création d'espaces de dialogue entre tous les acteurs (société civile, secteur privé et administration publique)
- Prise en compte de l'ensemble des paramètres de réduction de la pauvreté à l'échelle régionale
- La participation des populations au processus
- Cadre unique d'intervention du gouvernement et des bailleurs de fonds pour la réduction de la pauvreté impliquant société civile

FAIBLESSES

- Faible participation société civile
- Faible appropriation du DSRP par les bénéficiaires
- Une faible implication de la société civile dans la mise en œuvre
- Faiblesse dans la mise en œuvre de la SRP
- Faible implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre de la SRP
- Faiblesse des moyens d'information et de synergie entre groupes thématiques
- Toutes les couches concernées ne sont pas impliquées dans la mise en œuvre de la SRP
- Les interventions proposées et mise en œuvre ont des résultats très mitigés
- Faible participation des populations au processus
- Cohérence et transparence insuffisantes dans la mise en œuvre de la SRP
- Non implication du secteur privé dans la mise en œuvre
- Coordination insuffisante des efforts des partenaires au développement
- Aspect disparités sous évalué
- Peu de visibilité des actions de la SRP
- Environnement politique et économique défavorable
- Financement extérieur faible
- Déficit de communication entre acteurs et aussi au niveau de la vulcanisation (secteurs, région)
- Faible connaissance des aspects de financement de la SRP: FRPC, relation programme d'Investissement public et ressources PPTE
- Manque de financement

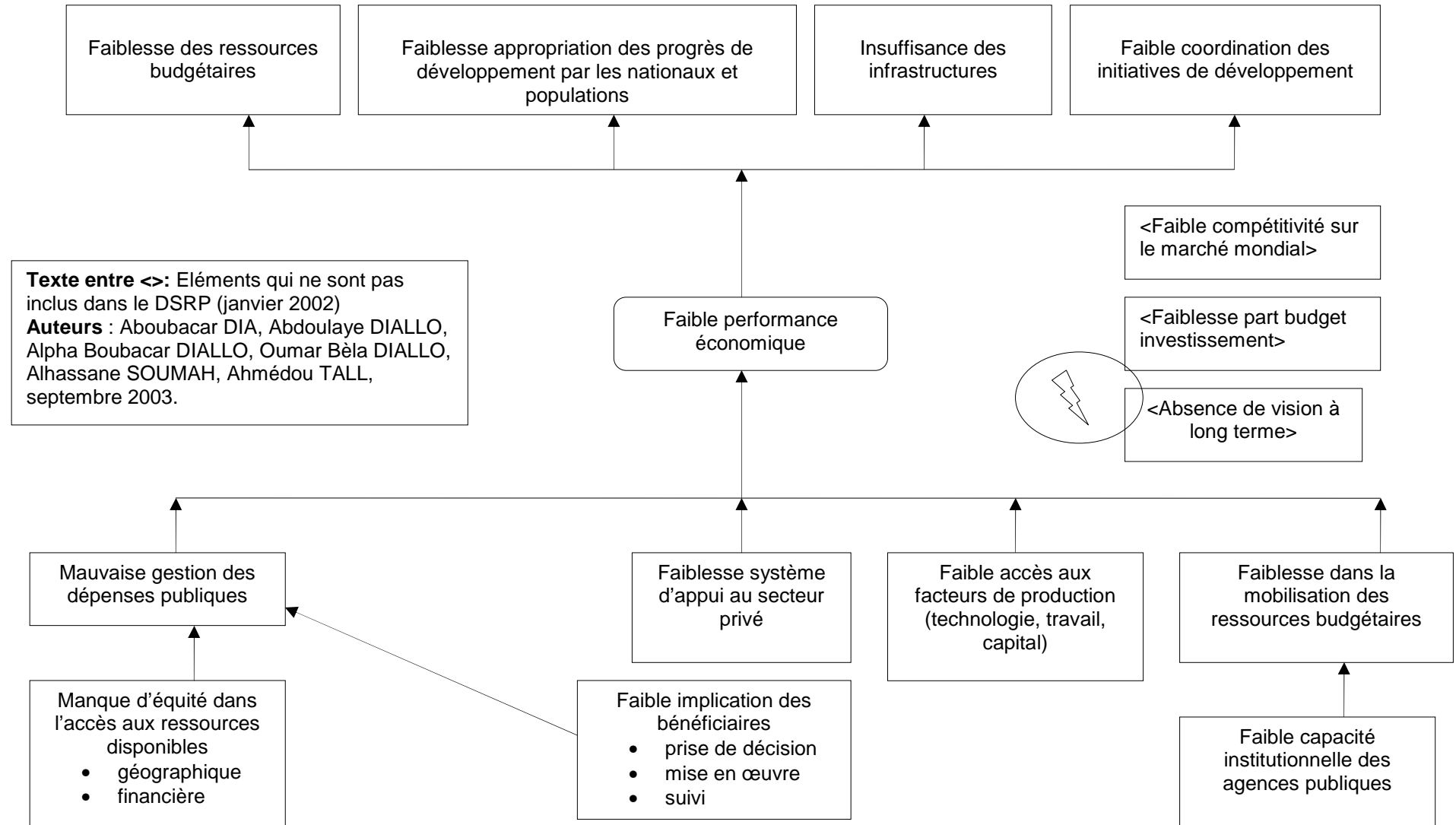
3 Croissance économique (Axe 1)

3.1 Analyse des parties prenantes

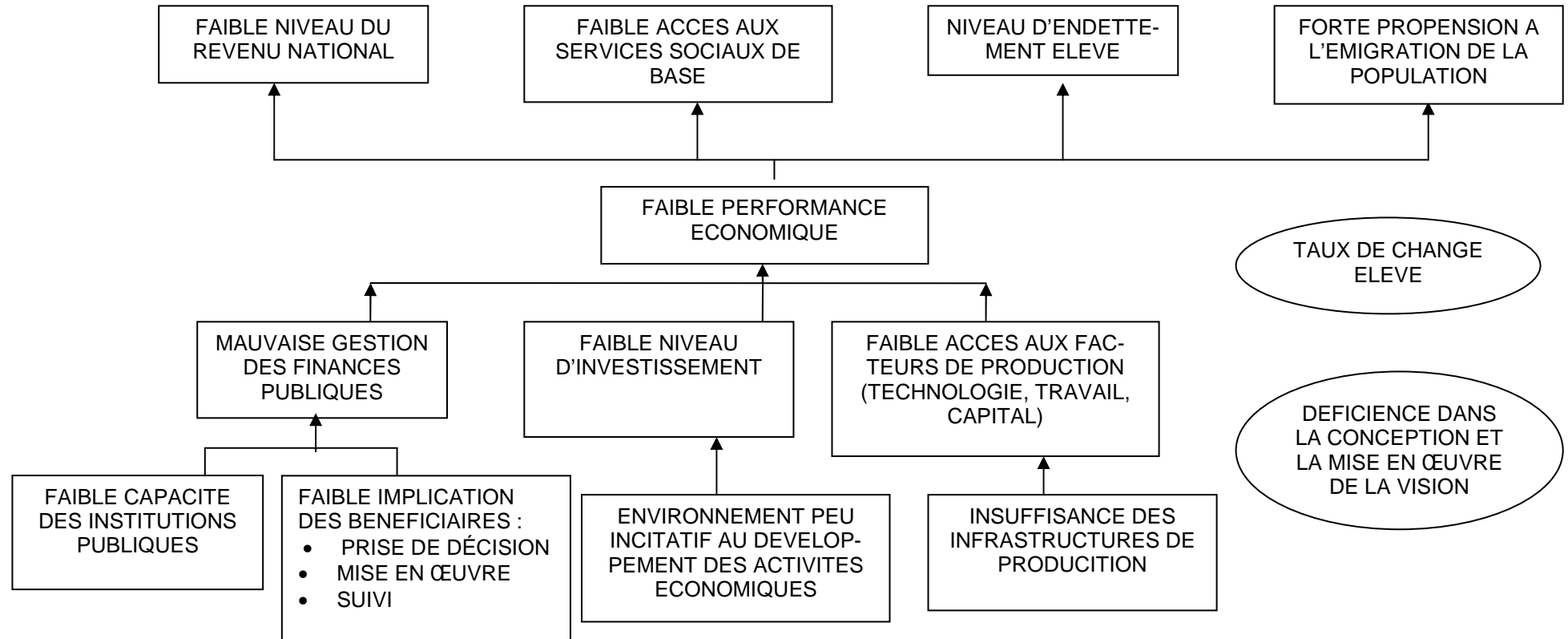
Parties prenantes	Rôle prévu dans la SRP	Rôle joué dans la SRP	Rôle à jouer dans l'avenir de la SRP	Principales craintes
Secrétariat Permanent de la SRP	Elaboration et mise à jour régulière du DSRP / évaluation	Animation des cadres de concertation	Mise à jour du système de S/E de la SRP	Manque de moyens
Ministère de l'Économie et des Finances	Renforcement de la politique budgétaire	Financement des activités de la SRP	Mobilisation accrue des ressources en faveur de la SRP	Mauvaise utilisation des ressources
Ministère du Plan	Définition du cadre macro économique et des secteurs porteurs de croissance	<ul style="list-style-type: none"> S/E des programmes et projets Mise en cohérence du Programme des Investissements Publics et de la SRP par la DNPIP 	<ul style="list-style-type: none"> Révision du cadre macro économique Intégration des nouvelles technologies dans la SRP par la DNNT Meilleure programmation des programmes et projets publics en fonction des priorités de la SRP 	Persistance des problèmes institutionnels (conflits d'attributions)
Autres départements ministériels	Définition des priorités sectorielles	Mise en œuvre des programmes et projets sectoriels	Révision des priorités et renforcement de la mise en œuvre des programmes et projets	Insuffisance de ressources financières et humaines
Secteur privé Société civile	Favoriser la croissance et créer des emplois	Animation des cadres de concertation	Etre le levier de la croissance et favoriser l'emploi	Environnement institutionnel

Auteurs: TOURE Abdoulaye, BALDE Ousmane, DIOP BALDE Hadja (Kindia, décembre 2004)

3.2 Analyse des problèmes (proposition 1)



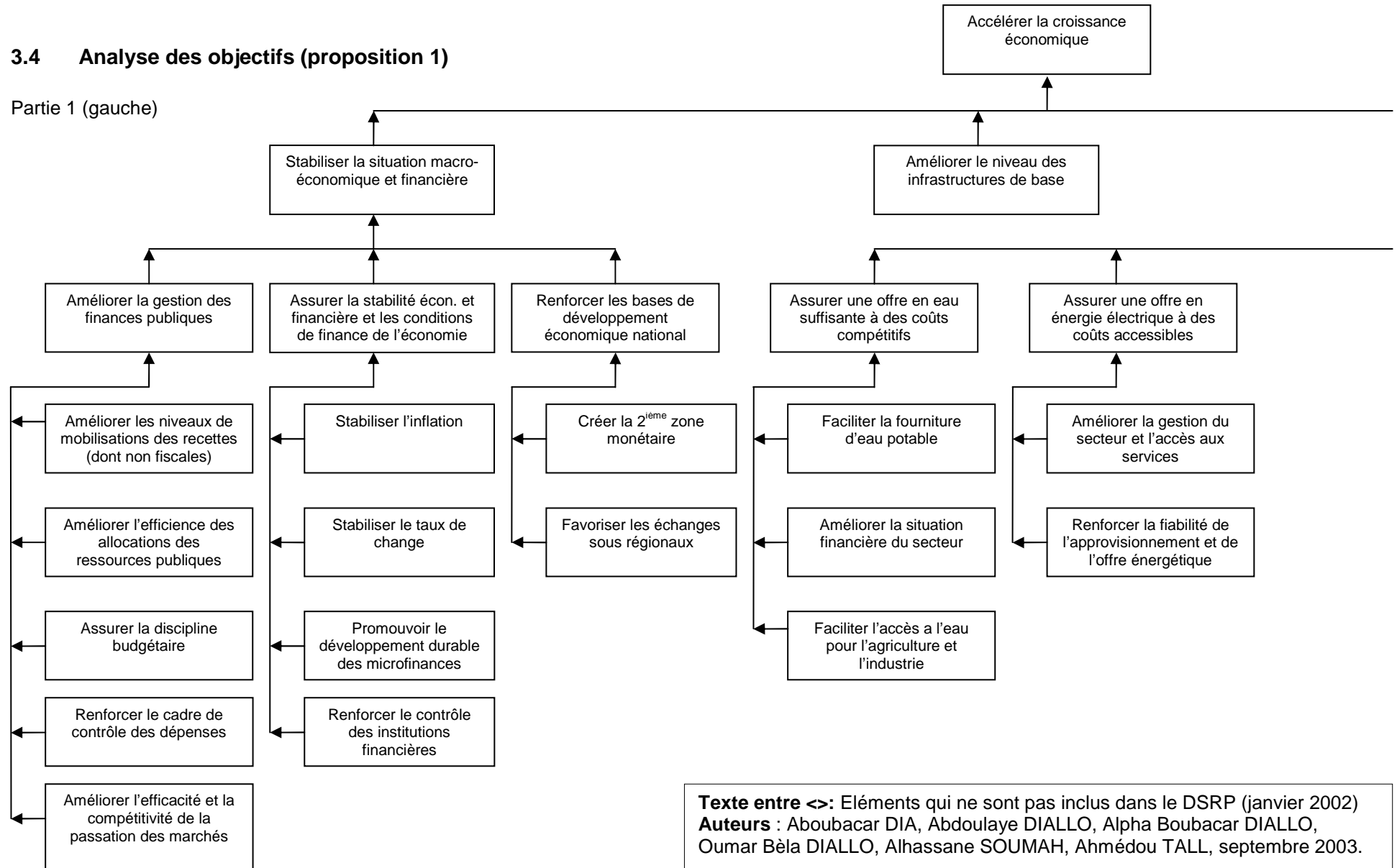
3.3 Analyse des problèmes (proposition 2)



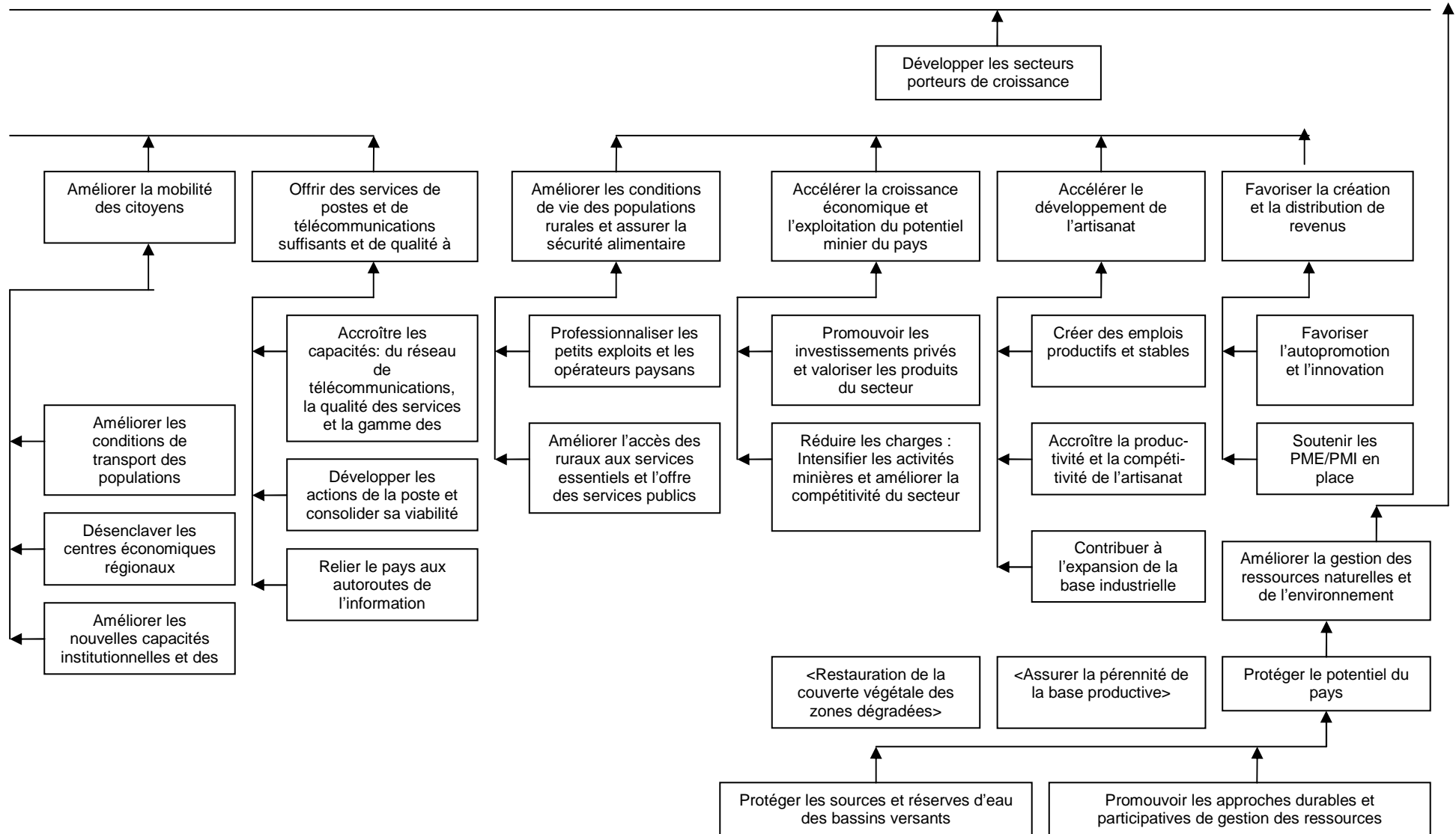
AUTEURS : M. BARRY Alpha Bacar ; M. KOUROUMA Moussa ; M. KOLY Mara ; M. CONTE Mohamed ; M. BAH Abdoulaye Wansan; M. BALDE Thierno Oumar ; M.DIALLO Mamadou Dian ; M MANSARE. Lansana. Labé, février 2004.

3.4 Analyse des objectifs (proposition 1)

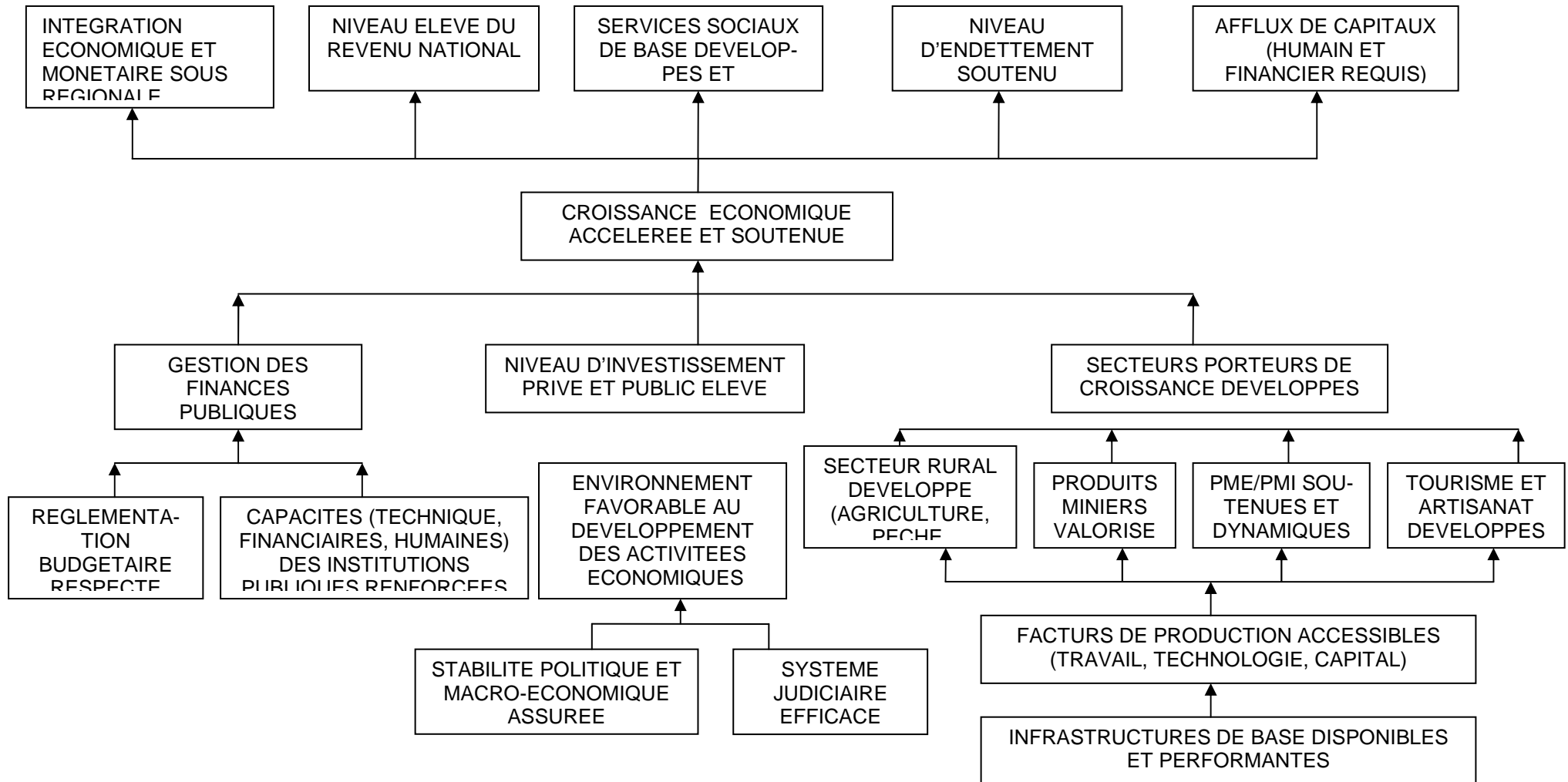
Partie 1 (gauche)



Partie 2 (droite)



3.5 Analyse des objectifs (proposition 2)



AUTEURS : M. BARRY Alpha Bacar ; M. KOUROUMA Moussa ; M. KOLY Mara ; M. CONTE Mohamed ; M. BAH Abdoulaye Wansan ; M. BALDE Thierno Oumar ; M. DIALLO Mamadou Dian ; M. MANSARE Lansana. Labé, février 2004.

3.6 Cadre logique (proposition 1)

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectifs globaux Réduction sensible de la pauvreté	Proportion de la population vivant en dessous d'un dollar / jour (PPA)	Enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté (EIBEP)	<Maintien du programme avec les institutions de Bretton Woods> <L'environnement international dans son ensemble reste stable>
Objectif spécifique Accélérer la croissance économique de la Guinée	Taux de croissance du PIB / tête	Ministère du Plan : Cadrage macro-économique	Pas d'arrêt de l'initiative PPTE La cohérence des interventions des Bailleurs de Fonds
Résultats Stabilisation de la situation monétaire et financière	Déficit budgétaire brut intérieur en % du PIB	MEF : Tableau des opérations financières de l'État (TOFE)	La réalisation de la 2 ^{ème} zone monétaire
Amélioration du niveau des infrastructures de base	<Taux annuel d'investissements alloués aux infrastructures de base>	<MEF : Budget national de développement (BND)>	La restauration de la paix sociale dans la sous-région
Développement des secteurs porteurs de croissance	Encours des crédits aux entreprises des secteurs primaires et secondaires	Bulletin d'information et de statistiques de la BCRG	Appropriation des actions de développement par les acteurs à la base
Amélioration de la gestion des ressources naturelles	Nombre de comités villageois de gestion des ressources opérationnels	Rapport de la direction nationale de l'environnement <Direction nationale des forêts et chasse>	Pas de propagation du SIDA au-delà de la prévision de 5%
Activités Améliorer la gestion des finances publiques Assurer une offre suffisante en eau à des coûts compétitifs Créer des emplois productifs et stables Assurer la pérennité de la base productive	Moyens physiques	Coûts / Calendrier indicatif	

Texte entre <>: Eléments qui ne sont pas inclus dans le DSRP (janvier 2002)

Auteurs : Aboubacar DIA, Abdoulaye DIALLO, Alpha Boubacar DIALLO, Oumar Bèla DIALLO, Alhassane SOUMAH, Ahmédo TALL, septembre 2003.

3.7 Cadre logique (proposition 2)

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OBJECTIFS GLOBAUX : OG1 : AMELIORER LE REVENU DES COUCHES PAUVRES	REDUIRE A L'HORIZON 2010 DE 40,3% A 30% LA PROPORTION DE LA POPULATION SE TROUVANT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVETE (300\$/AN)		
OG2 : FAVORISER L'ACCES EQUITABLE AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE		EIBC/DNS, EIBEP/DNS, CADRE MACRO-ECONOMIQUE DNP/MP	
OG3 : RENDRE SOUTENABLE LA DETTE PUBLIQUE	REDUIRE DE 10% / AN LE RATIO DU SERVICE DE LA DETTE PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS A L'HORIZON 2010	ETUDE DE CAS (SECTEURS), ENQUETES PONCTUELLES, RAPPORTS SUIVI-EVALUATION INTERNES DE PROGRAMMES SECTORIELS	
OBJECTIF SPECIFIQUE : ACCELERER ET SOUTENIR LA CROISSANCE ECONOMIQUE			
RESULTATS : R1 : LA STABILISATION MACRO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE SONT ASSUREES	RAMENER LE TAUX D'INFLATION A 2,8% A L'HORIZON 2010		
R2 : LES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE SONT DEVELOPPES			
R3 : L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES DE BASE EST ASSURE	PORTER LE TAUX D'ACCES A L'EAU POTABLE DE 49% (1999) A 90% (2010) PORTER LA TELE-DENSITE D'ENVIRON 0,5% (1999) A 1% (2005) et 1,5% (2010)		
R4 : LES RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENTALES SONT GEREES DE FACON DURABLE			

AUTEURS : M. BARRY Alpha Bacar ; M. KOUROUMA Moussa ; M. KOLY Mara ; M. CONTE Mohamed ; M. BAH Abdoulaye Wansan; M. BALDE Thierno Oumar ; M.DIALLO Mamadou Dian ; M MANSARE. Lansana. Labé, février 2004.

3.8 Analyse du premier rapport d'avancement de la SRP

FORCES	FAIBLESSES	QUESTIONS	RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> - Bonne structure du rapport; - Fourniture de données chiffrées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation incomplète des objectifs - Omission de trois sous secteurs (intégration sous régional, promotion PME-PMI, gestion des ressources naturelle et de l'environnement) - Présentation opaque du taux du PIB moyen sur trois ans - Manque d'information sur les bailleurs et leurs apports respectifs - Rapport trop descriptif et non analytique 	<ul style="list-style-type: none"> - Quel niveau de participation des groupes thématiques dans l'élaboration du rapport? - Est-ce que ce document est une note de présentation ou le document principal? 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire une analyse approfondie des écarts - Prévoir un mécanisme de restitution – validation du rapport

Auteurs: BAH Abdoulaye Wansa, BARRY Alpha Bacar, KOUROUMA Moussa, MANSARE Lansan, MARA Koly (Labé, décembre 2004)

3.9 Analyse et priorisation des domaines d'intervention

Domaine d'intervention	Degré de pertinence	Degré de méconnaissance	Nature innovatrice du domaine	Total (niveau de priorité)
Politique Macro – économique				
Politiques Fiscales / Budgétaires	10	1	8	19
Politique monétaire et gestion système financier	9	3	5	17
Développement Infrastructure				
Eau / Electricité	10	1	1	12
Transport	9	1	1	11
Appui secteurs porteurs de croissance				
Développement Rural	10	2	5	17
Promotion PME/PMI	10	7	1	18
Gestion ressources naturelles et environnement	7	4	2	13

Auteurs: BAH Abdoulaye Wansa, BARRY Alpha Bacar, KOUROUMA Moussa, MANSARE Lansan, MARA Koly (Labé, décembre 2004)

3.10 Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation

	Principales questions à traiter	Attentes 2 ^{ème} rapport avancement	Enquêtes proposées	Prise en compte Genre
Politiques Fiscales et Budgétaires	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est le taux de mobilisation des recettes budgétaires par rapport aux prévisions? • Quelles mesures budgétaires mise en œuvre pour améliorer les allocations des ressources aux secteurs et aux collectivités? • Quels sont les principaux problèmes et les niveaux d'accès des PME au crédit? 	Tenir compte des nouvelles mesures structurelles et organisationnelles de l'administration fiscale	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche documentaire • Entretien avec autorités concernées et experts 	Identifier les orientations «Genre»
Promotion PME/PMI	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les principaux problèmes et les niveaux d'accès des PME aux marchés? • Quel est le niveau de couverture vaccinale du cheptel? • Combien de km de pistes rurales construites et réhabilitées? 	Réactualisation des données à partir des résultats du dernier RNA	<ul style="list-style-type: none"> • Revue documentaire • Entretien avec autorités • Enquêtes de terrain 	Nombre de groupements féminins appuyés
Politique monétaire plus gestion du système financière	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est le niveau du financement du trésor public par le système bancaire? • Quel est l'impact de l'inflation sur les couches vulnérables? • Quelles sont les mesures de protection des couches vulnérables? 	Tenir compte des critères de convergence de la ZMAO	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche documentaire • Entretien avec autorités concernées et experts 	

Auteurs: BAH Abdoulaye Wansa, BARRY Alpha Bacar, KOUROUMA Moussa, MANSARE Lansan, MARA Koly (Labé, décembre 2004)

3.11 Recommandations supplémentaires pour l'évaluation

Principales questions à traiter	Attentes relatives au 2 ^{ème} rapport d'avancement	Attentes relatives à l'évaluation	Prise en compte de l'aspect genre
Est-ce les objectifs quantitatifs sont adéquats par rapport à la croissance visée?	Rétablissement cadre macro-économique et mise en place de l'infrastructure de base (eau électricité, téléphone...)	Meilleure cohérence entre les stratégies mises en œuvre et la croissance visée	Néant
Le cadre indicatif SRP répond-il aux besoins des opérateurs privés?	Amélioration du cadre juridique et réglementaire	Implication effective secteur privé dans création richesse et emploi	Prise en compte de l'entrepreneuriat féminin
Est-ce que les moyens disponibles ont été mobilisés est utilisés de manière efficiente et efficace?	Amélioration de la mobilisation recettes intérieures et la qualité des dépenses	Déconcentration budgétaire effective et meilleure allocation budgétaire	Meilleure utilisation des ressources par le MASPFE

Auteurs: TOURE Abdoulaye, BALDE Ousmane, DIOP BALDE Hadja (Kindia, décembre 2004)

4 Secteurs sociaux (Axe 2)

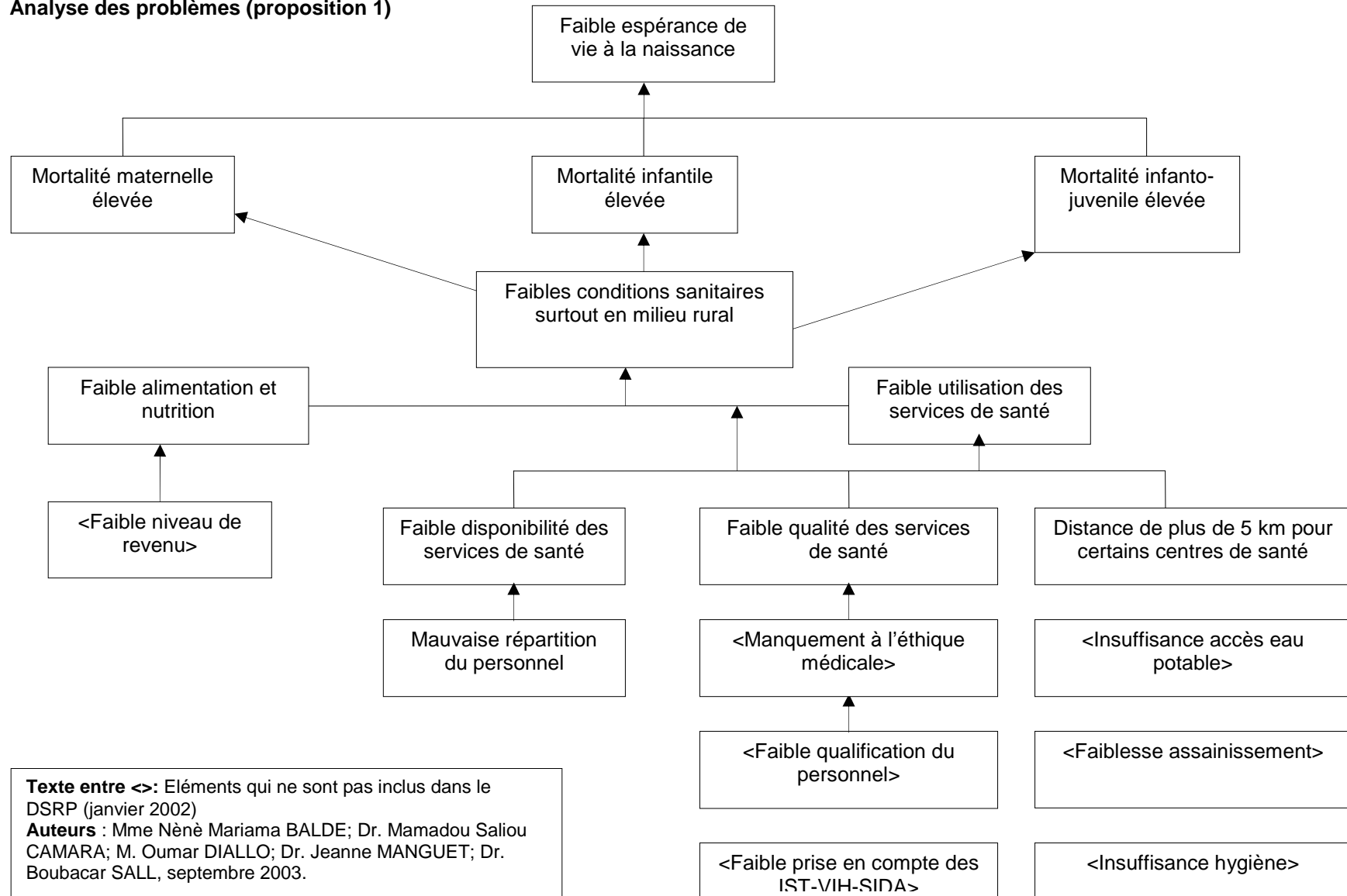
4.1 Analyse des parties prenantes

Parties prenantes	Rôle prévu dans la SRP	Rôle joué dans la SRP	Rôle à jouer dans l'avenir de la SRP	Principales craintes
Départements ministériels	Mise en œuvre des stratégies sectorielles	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de projets et programmes Amélioration sensible des services sociaux de base 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise en œuvre des stratégies sectorielles Revue et adoption de leurs besoins 	<ul style="list-style-type: none"> Rareté des ressources financières Non prise en compte de certains départements ministériels (comme le MCI)
Services déconcentrés	Participation dans la mise en œuvre de la SRP	<ul style="list-style-type: none"> Faible participation à la mise en œuvre de la SRP 	<ul style="list-style-type: none"> Revue et adaptation de la conception Meilleure implication dans la mise en œuvre de la SRP 	<ul style="list-style-type: none"> Non implication effective dans la mise en œuvre de la SRP
Collectivités décentralisées	Participation à la mise en œuvre de la SRP	<ul style="list-style-type: none"> Faible implication dans l'élaboration et la mise en œuvre SRP 	<ul style="list-style-type: none"> Participation active dans la mise en œuvre de la stratégie Revue et adaptation de la conception 	<ul style="list-style-type: none"> Non prise en compte de leurs besoins Faiblesse des ressources financières, matérielles et humaines

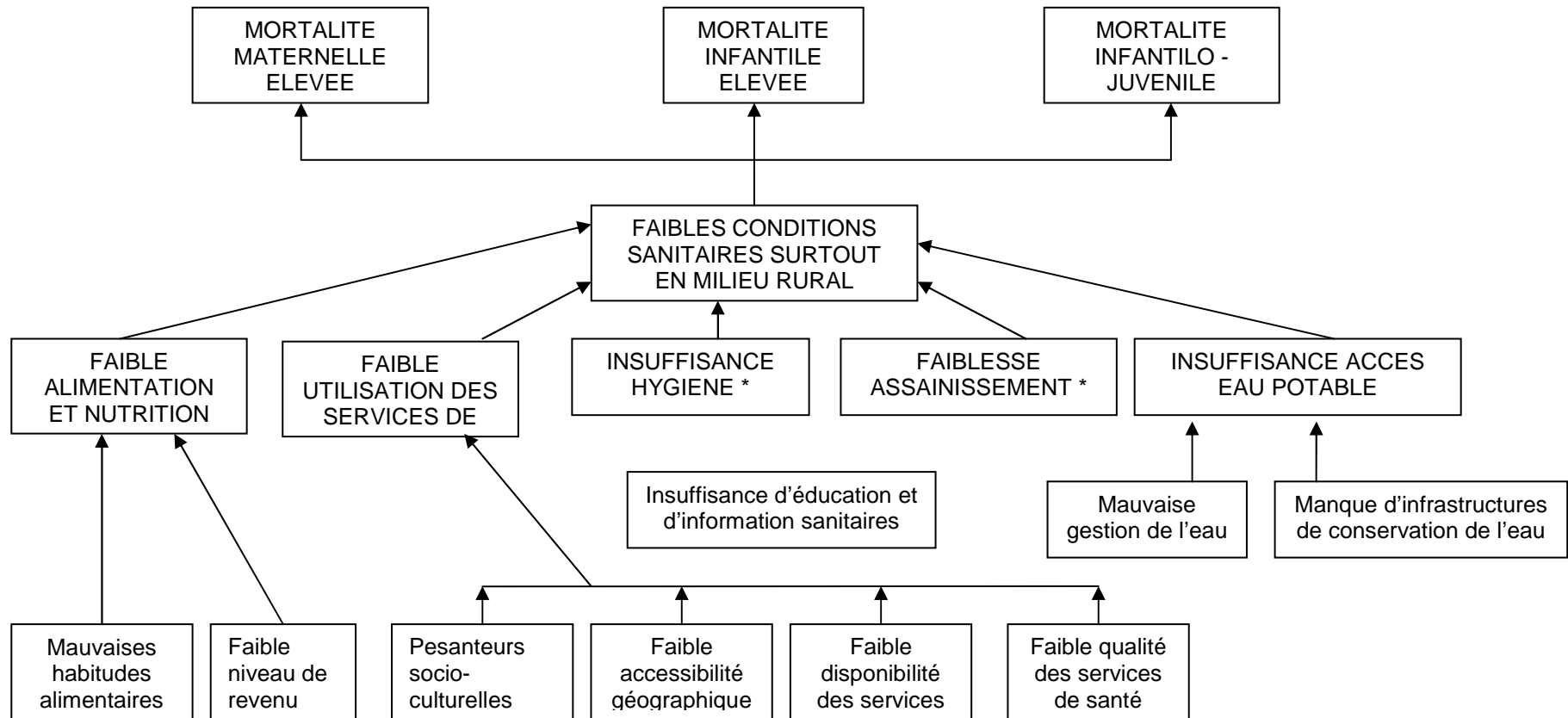
Auteurs: DOUALAMOU Marie Anne, DIALLO Boubacar Gaoual, MANE M. Dianké Waly (Kindia, décembre 2004)

4.2 Volet Santé (Axe 2A)

4.2.1 Analyse des problèmes (proposition 1)

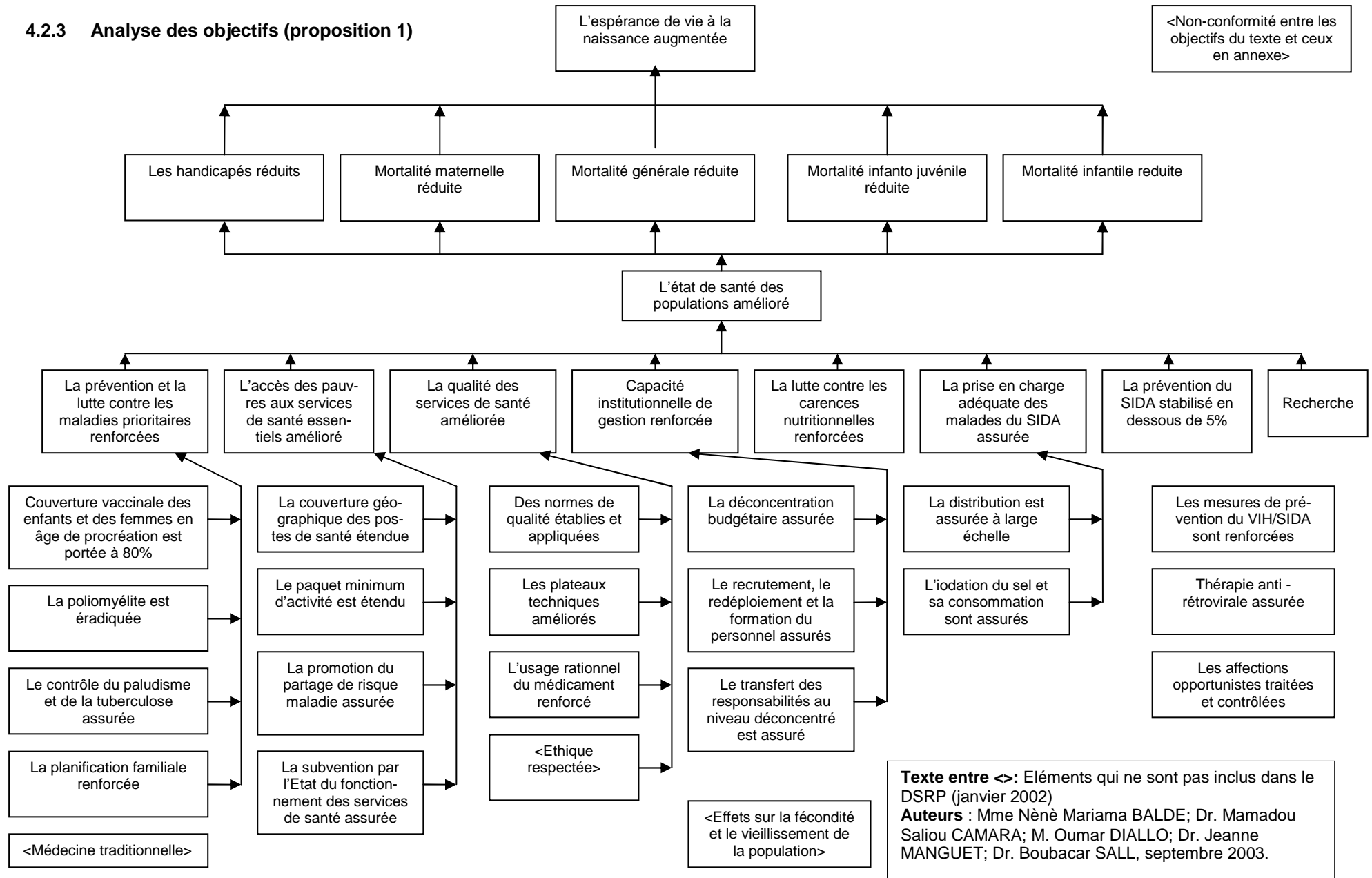


4.2.2 Analyse des problèmes (proposition 2)

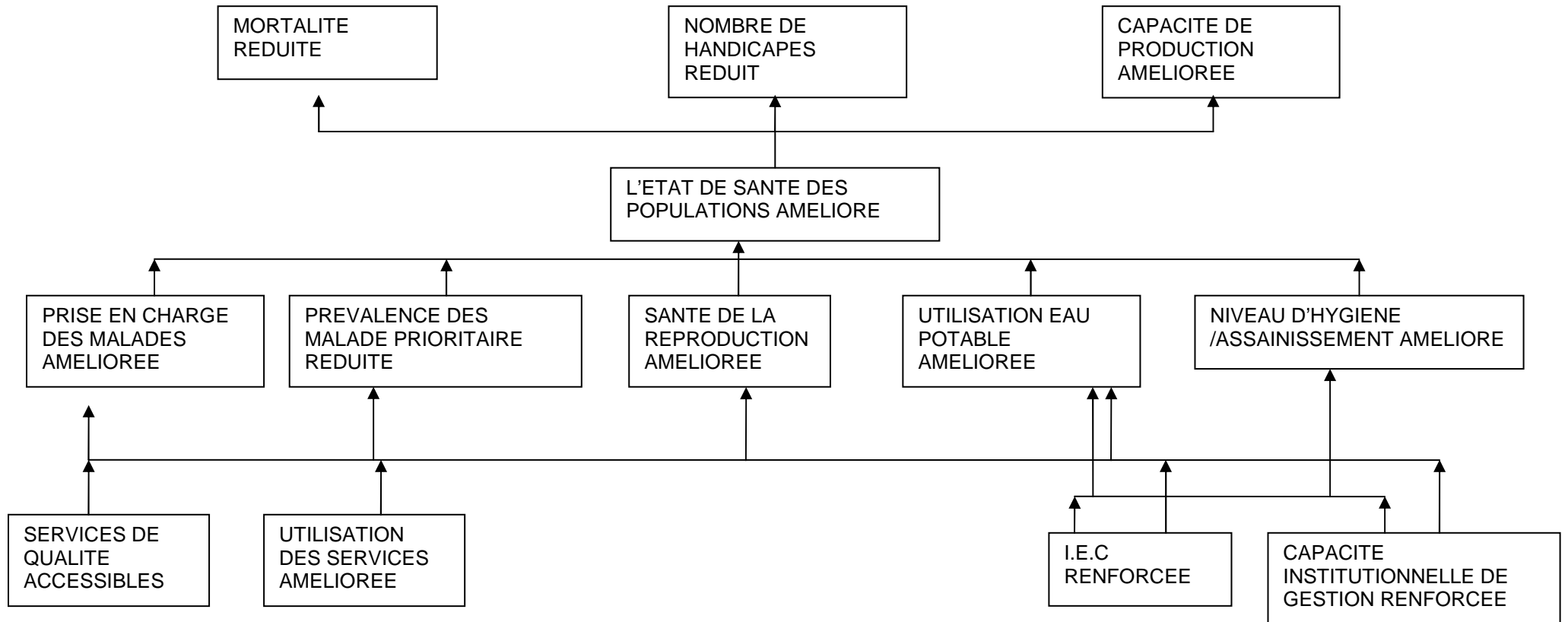


AUTEURS : M.CAMARA Yéro Boye ; Mme DIALLO Taïbou ; Mme TOURE Aïssatou ; Mme BAH Fatoumata Binta ; Mme FOFANA Djénabou ; M. CAMARA Mamadou. Labé, février 2004.

4.2.3 Analyse des objectifs (proposition 1)



4.2.4 Analyse des objectifs (proposition 2)



AUTEURS : M.CAMARA Yéro Boye ; Mme DIALLO Taïbou ; Mme TOURE Aïssatou ; Mme BAH Fatoumata Binta ; Mme FOFANA ; M. CAMARA Mamadou. Labé, février 2004.

4.2.5 Cadre logique (proposition 1)

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectifs globaux Réduire le taux de mortalité infantile	Réduire taux mortalité infantile de 98% à 70% en 2003 et 50% en 2010	EDS/DNS	Volonté politique de maintenir la santé parmi les secteurs prioritaires
Objectif spécifique Améliorer l'état de santé des populations	<Indice synthétique santé (mortalité infantile, mortalité maternelle, insuffisance pondérale, accès utilisation) >	EDS/QUIBB SIS	La politique sanitaire est correctement appliquée Respect par le Gouvernement et des partenaires des engagements du millénaire (ODM)
Résultats R1 : La prévention et la lutte contre les maladies prioritaires renforcées R2 : La lutte contre les carences nutritionnelles renforcées R3 : L'accès des pauvres aux services de santé essentiels amélioré	Augmenter le taux de couverture vaccinale des enfants (moins d'un an) de 60% en 1999 à 80% en 2010 Réduire taux des petits poids de nouveau-nés de 25% à 15 % Réduire l'insuffisance pondérale de 28% en 1999 à 19% en 2010. Nombre de centres de santé créés, équipés coût moyen des actes médicaux <Taux d'accès de 40% en 2002 à 60% en 2010>	EDS Enquête couverture vaccinale SIS EDS, QUIBB SIS SSEI Enquêtes (EIBTP) QUIBB	Accroissement de la contribution des partenaires <Allocation au moins de 10% du Budget au secteur santé> <Disponibilité d'eau potable et d'un système d'assainissement adéquat> Sécurité alimentaire assurée Déconcentration budgétaire et réglementation de son utilisation Augmentation des revenus des ménages
Activités A1.1 : Vaccination des enfants de moins d'un an (PEV) A1.2 : Vaccination des femmes enceintes A2.1 : Distribution es FAF, VitA, iode aux enfants et/ou aux femmes A2.2 : Iodation du sel A3.1 : Création de poste de santé A3.2 : Création de centre de santé amélioré	Moyens physiques	Coûts / Calendrier indicatif	

Texte en <>: Eléments qui ne sont pas inclus dans le DSRP (janvier 2002)

Auteurs : Mme. Nèné Mariama BALDÉ, Mamadou Saliou CAMARA, Oumar DIALLO, Mme. Dr. Jeanne MANGUET, Boubacar SALL, septembre 2003.

4.2.6 Cadre logique (proposition 2)

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OBJECTIF GLOBAL (OG) : CAPACITE DE PRODUCTION AMELIOREE	TEMPS PERDU POUR RAISON DE MALADIE RAPPORTE AU TEMPS TOTAL DE TRAVAIL		
OBJECTIF SPECIFIQUE (OS) : ETAT DE SANTE DES POPULATIONS AMELIORE	ESPERANCE DE VIE CORRIGEE DE L'INCAPACITE	RGPH ENQUETES SPECIFIQUES	
RESULTATS : R1 : PRISE EN CHARGE DES MALADES AMELIOREE	INDICE SYNTHETIQUE MORTALITE	RGPH EDS	
R2 : PREVENTION MALADES PRIORITAIRES	PREVALENCE DES MALADIES PRIORITAIRES *	ENQUETES	
R3 : SANTE REPRODUCTION AMELIOREE	PROPORTION D'ACCOUCHEMENTS ASSISTES PAR DU PERSONNEL DE SANTE QUALIFIE	ENQUETES	

AUTEURS : M.CAMARA Yéro Boye ; Mme DIALLO Taïbou ; Mme TOURE Aïssatou ; Mme BAH Fatoumata Binta ; Mme FOFANA ; M. CAMARA Mamadou. Labé, février 2004.

* Les maladies prioritaires sont : paludisme, IST-SIDA, maladies diarrhéiques, carences nutritionnelles, IRA et TBC.

Quant aux IOV et SDV : (a) D'ici 2005 l'espérance de vie corrigée de l'incapacité de la population en milieu rural augmentera de x à y. (b) D'ici 2015 l'indice synthétique de mortalité passera de – à – chez la population guinéenne. (c) D'ici 2015 la prévalence des maladies prioritaires est réduite de 40% en zone rurale. (d) D'ici 2015 la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié augmente de --- à --- en milieu rural.

Notes :

- Voir IOV de l'OS : Le groupe pense que cet indicateur unique mesure parfaitement l'état de santé en prenant en compte les incapacités dont pourrait souffrir la population.
- Voir IOV du R1 : Nous avons proposé un indicateur synthétique qui combine les indicateurs habituels en leur accordant des facteurs de pondération en fonction de l'importance accordée à chacun. Précisément, nous proposons : (a) utiliser la mortalité infantile, la mortalité juvénile et la mortalité maternelle, ramenées à la même échelle ; (b) accorder les facteurs de pondération ci-après : 3 pour la mortalité maternelle, 2 pour la mortalité infantile et 1 pour la mortalité juvénile ; (c) multiplier la valeur de chaque mortalité par le facteur de pondération ; (d) faire la somme des résultats des opérations en (c) et diviser cette somme par 6 (la somme des facteurs de pondération).
- En examinant la liste de 123 indicateurs (voir rapport GTSE, 9/03) nous avons constaté que : (a) indicateurs 67 : Il suffit de dire « taux brut de mortalité », car le mot brut a le même sens, ici, que le mot global. (b) Bien que l'indicateur no. 78 soit formulé conformément aux ODM, il est déjà intégré dans le taux de couverture vaccinale par antigène, indicateur no. 77. Le groupe propose de garder l'indicateur no. 77. (c) L'indicateur no. 95, plus conforme aux ODM que l'objectif no. 94, est de plus, plus pertinent car il permet d'orienter les actions vers une cible précise. Le groupe propose de garder l'indicateur no. 95.

4.2.7 Analyse du premier rapport d'avancement de la SRP

FORCES	FAIBLESSES	QUESTIONS OUVERTES	RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> - Info sur objectifs, activités et résultats - Existence de données par rapport à certains indicateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de méthodologie - Evaluation non participative - Pas d'analyse de la cohérence du DSRP - Sources de la majorité des données non indiquées - Ecart entre prévisions et réalisations non expliqués - Pas d'analyse des écarts de performance et de certains indicateurs de suivi-évaluation - Contribution de la SRP à l'atteinte des résultats non ressortie - Pas de recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des ressources humaines et matérielles pour faire fonctionner centres et postes de santé - Mécanisme de pérennisation des acquis - Critères de fonctionnalité des centres et postes de santé, mutuelles ... 	<ul style="list-style-type: none"> - Planifier l'évaluation - Elaborer et utiliser grille d'évaluation selon démarche des deux séminaires - Impliquer les bénéficiaires dans l'évaluation - Organiser atelier de validation

Auteurs: CAMARA Yérobhoye, CAMARA Mamadou, FOFANA Diénabou, WANN Th. Ousmane (Labé, décembre 2004)

4.2.8 Analyse et priorisation des domaines d'intervention

Domaine d'intervention	Degré de pertinence	Degré de méconnaissance	Nature innovatrice du domaine	Total (niveau de priorité)
Vaccination	10	1	1	12
Prise en charge des grossesses à risque et urgences obstétricales.	10	5	1	16
Prise en charge des IST/VIH/SIDA.	8	5	5	19
Développement des mutuelles.	8	9	9	26
Formation du personnel.	7	2	1	10
Amélioration du plateau technique.	8	1	1	10

Auteurs: CAMARA Yérobhoye, CAMARA Mamadou, FOFANA Diénabou, WANN Th. Ousmane (Labé, décembre 2004)

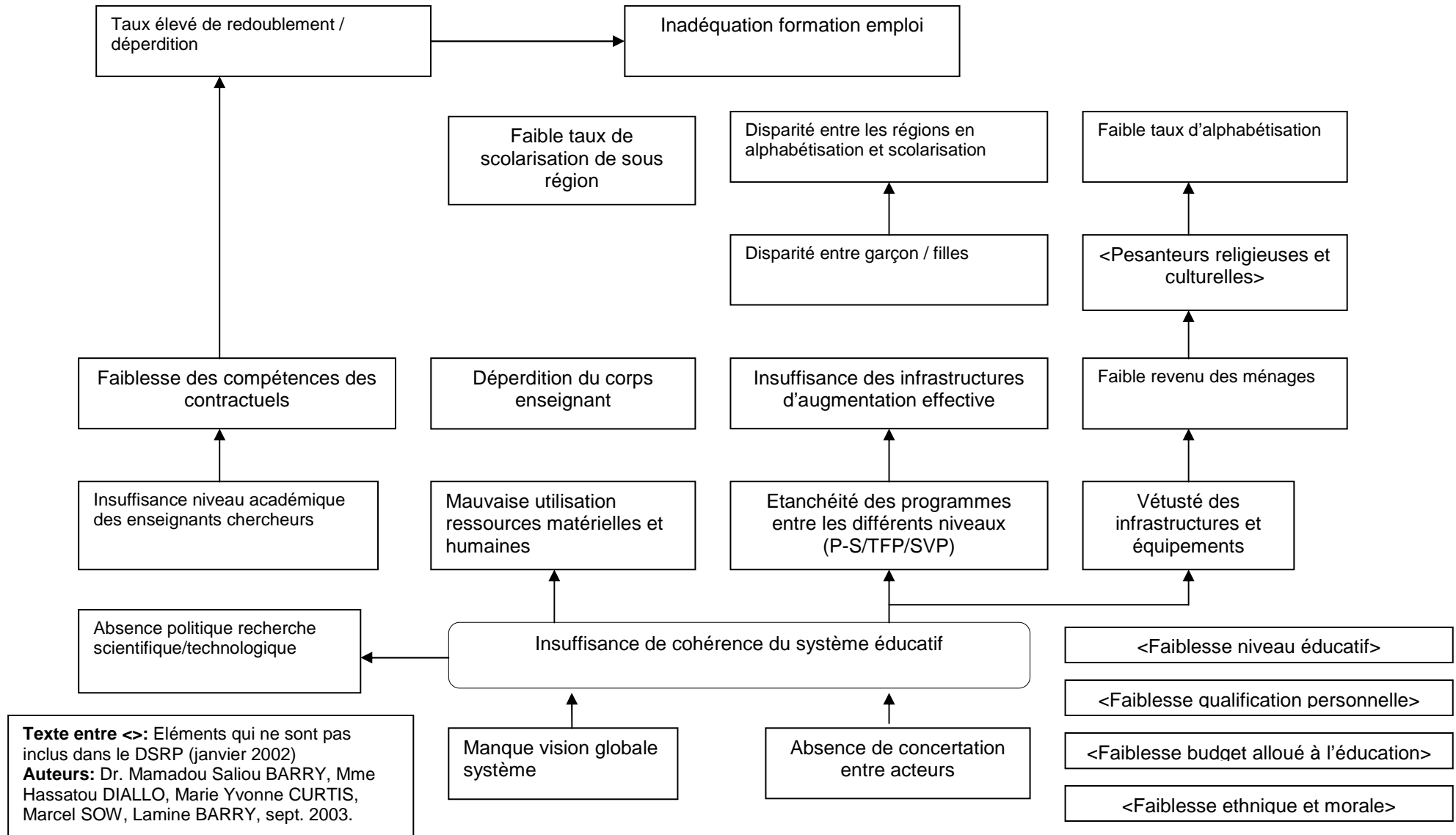
4.2.9 Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation

	Principales questions à traiter	Attentes 2^{ème} rapport avancement	Enquêtes proposées	Prise en compte Genre
Développement des mutuelles	<ul style="list-style-type: none"> - Quels est la perception et le niveau d'appropriation des mutuelles par les populations? - Mutuelles permettent-elles l'accès des pauvres aux services/soins de santé 	Etat des lieux des mutuelles	Enquête qualitative	<ul style="list-style-type: none"> - Groupe thématique Genre - Implication des H/F dans la gestion des mutuelles - Utilisation des services des mutuelles par H/F
Prise en charge IST/VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> - Quel est l'impact du programme multisectoriel sur la prévalence des IST/VIH/SIDA? - Quel est le degré d'accessibilité aux soins et médicaments pour les malades IST/SIDA? 	Situation des services de prise en charge des IST/VIH/SIDA	Enquête quantitative	<ul style="list-style-type: none"> - Part de malades par sexe bénéficiant des mesures de prise en charge des IST/SIDA - Rôle des H/F dans la lutte contre les IST/SIDA
Prise en charge grossesses à risque et urgences obstétricales.	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle perception les femmes ont-elles sur la qualité de la prise en charge? - Capacités institutionnelles des structurelles de soins sont-elles suffisantes pour prise en charge? 	Détermination de la proposition d'accouchements assistés par personnel qualifié	Enquête qualitative Enquête quantitative	Rôle des hommes à la prise en charge grossesse à risque

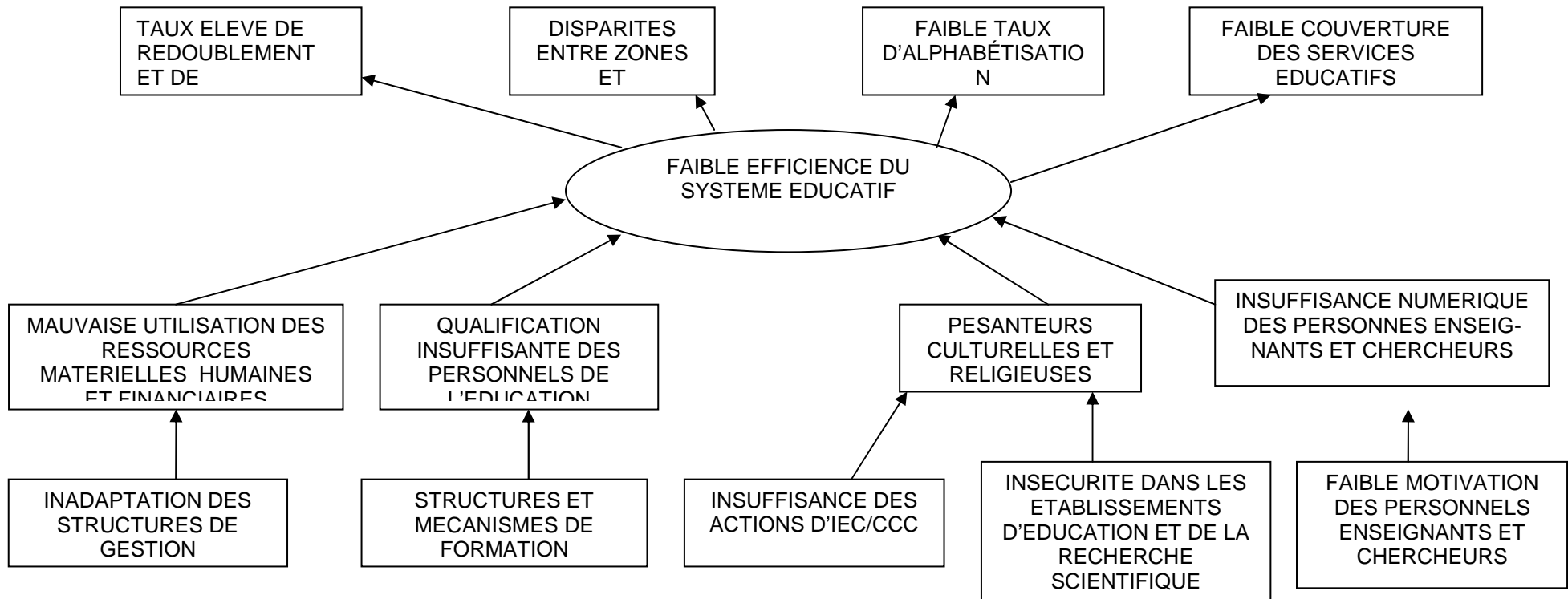
Auteurs: CAMARA Yérobhoye, CAMARA Mamadou, FOFANA Diénabou, WANN Th. Ousmane (Labé, décembre 2004)

4.3 Volet Education (Axe 2B)

4.3.1 Analyse des problèmes (proposition 1)

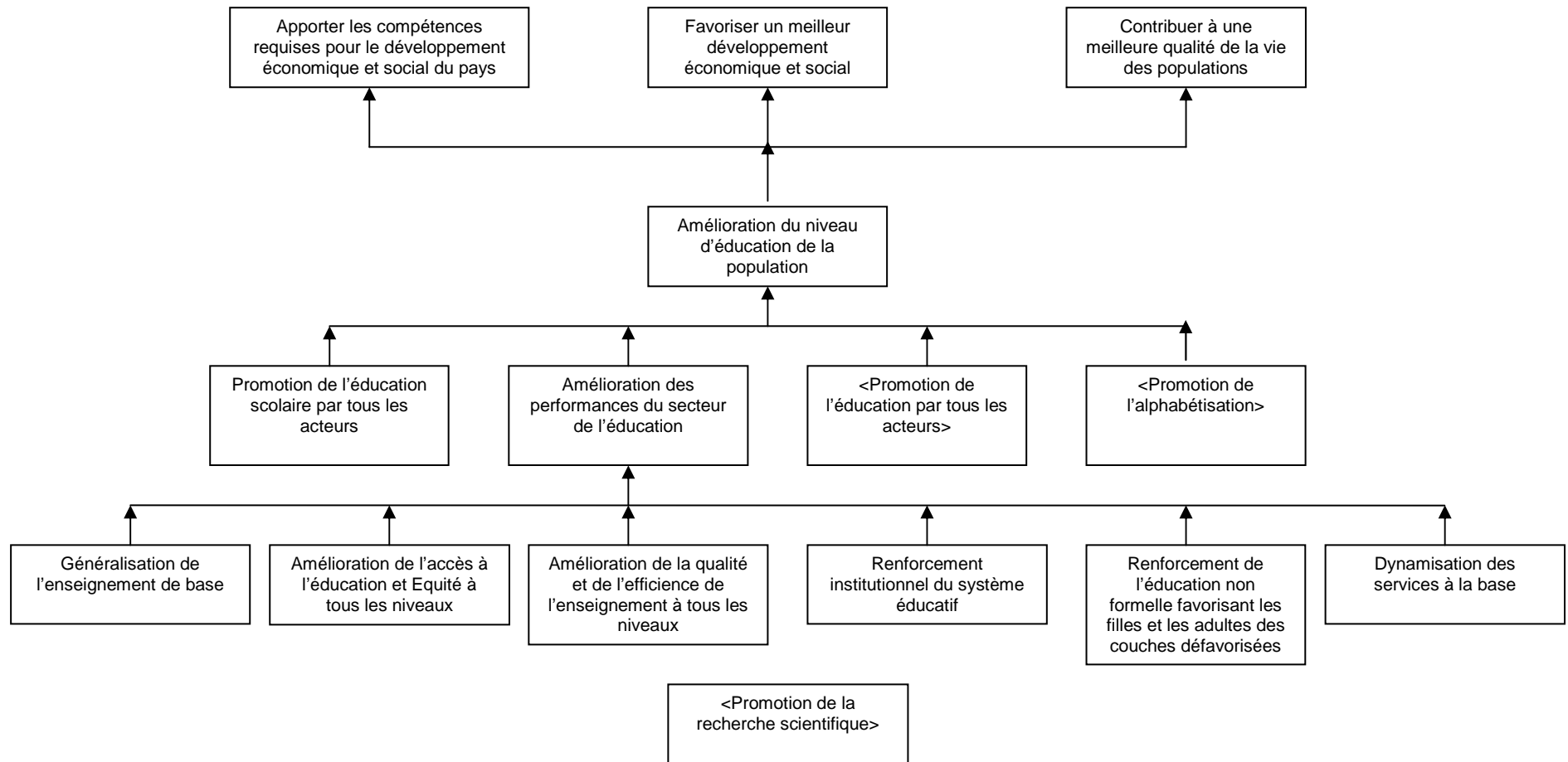


4.3.2 Analyse des problèmes (proposition 2)



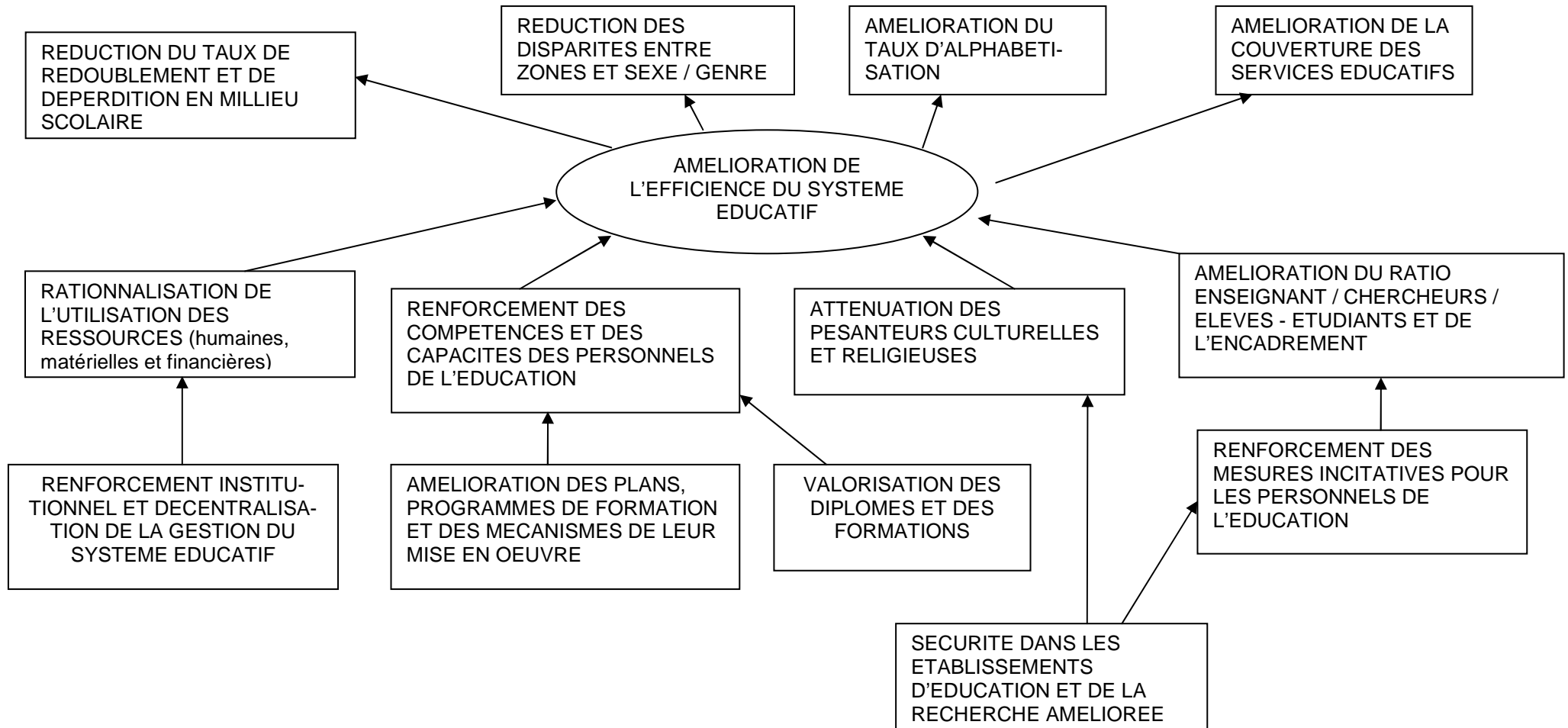
AUTEURS : M. WANN T. Ousmane ; M. KAMANO Pierre Joseph ; Mme MAGASSOUBA Nanfadima ; M. WANN Oumar ; M. TALL Aguibou. Labé, février 2004.

4.3.3 Analyse des objectifs (proposition 1)



Texte entre <>: Eléments qui ne sont pas inclus dans le DSRP (janvier 2002)
Auteurs: Dr. Mamadou Saliou BARRY, Mme Hassatou DIALLO, Marie Yvonne CURTIS, Marcel SOW, Lamine BARRY, sept. 2003.

4.3.4 Analyse des objectifs (proposition 2)



AUTEURS : M. WANN T. Ousmane ; M. KAMANO Pierre Joseph ; Mme MAGASSOUBA Nanfadima ; M. WANN Oumar ; M. TALL Aguibou. Labé, février 2004.

4.3.5 Cadre logique (proposition 1)

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectifs globaux Améliorer le niveau d'éducation de la population	Taux brut de scolarisation au primaire 100% en 2012 (sensibilisation)	Annuaire statistiques du MEPU-EC	<Les populations adhèrent à la politique de l'éducation> <Le Gouvernement respecte l'engagement des objectifs de EPT>
Objectif spécifique Améliorer les performances du secteur de l'éducation	<80% des enseignants guinéens ont atteint en 2012 le niveau de qualification moyen de la sous région>	<Études /enquêtes>	Les ressources additionnelles sont disponibles et bien gérées
Résultats R1 : Améliorer l'accès à l'éducation et équité à tous les niveaux R2 : Améliorer la qualité et l'efficacité à tous les niveaux R3 : Renforcer l'éducation non formelle	Taux d'accès et d'admission des filles est amélioré à tous les niveaux 2012 Taux de passage des examens de fin de cycle Nombre d'écoles intégratrices construites et fonctionnelles	Annuaire statistiques du MEPU-EC Rapports des services examens et concours Annuaire statistiques	Les zones rurales sont désenclavées <Les pesanteurs religieuses et culturelles sont atténuées> Des structures communautaires sont créées et fonctionnent
Activités A1.1 : Réduire les disparités entre les sexes A1.2 Créer des structures d'enseignement technique post-primaire A1.3 Promouvoir l'enseignement privé A2.1 Élaborer et mettre en œuvre des programmes de perfectionnement des enseignants A2.2 Réviser et améliorer les programmes d'enseignement A2.3 Renforcer la participation des communautés à la gestion de l'école A3.1 Étendre les centres NAFA A3.2 Créer des écoles pour handicapés A3.3 Promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle	Moyens physiques	Coûts / Calendrier indicatif	

Texte entre <> : Éléments qui ne sont pas inclus dans le DSRP (janvier 2002)

Auteurs : Lamine BARRY, Mamadou Saliou BARRY, Mme. Marie Yvonne CURTIS, Mme. Hassatou DIALLO, Marcel SOW, septembre 2003.

4.3.6 Cadre logique (proposition 2)

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES D'INFORMATION	HYPOTHESES
OBJECTIFS GLOBAUX : OG1 : REDUIRE LES REDOUBLEMENTS ET LES DEPERDITION EN MILIEU SCOLAIRE	REDUCTION DU TAUX ABANDON SCOLAIRE A 5% A PARTIR DE 2005		
OG2 : REDUIRE LES DISPARITES ENTRE ZONES, SEXE ETC.	TAUX DE REDOUBLEMENT PRIMAIRE 10% A PARTIR DE 2005 TBS FILLES 63% EN 2005 ET 100% EN 2012		
OBJECTIF SPECIFIQUE : AMELIORER L'EFFICIENCE DU SYSTEME EDUCATIF	NOMBRE D'ENFANTS QUI PARCOURENT PLUS DE 2,5 KM POUR L'ECOLE 25% EN 2006 ENFANTS NE FREQUANTANT L'ECOLE POUR DES RAISONS DE FAIBLESSE DE POUVOIR D'ACHAT REDUIT A 0% ENFANTS DE 1 ^{ere} ANNEE ACHEVENT LA 5 ^{eme} ANNEE 80% EN 2007 ET 100% EN 2012	ETUDE ENQUETE SPECIFIQUE (1/2 AN)	
RESULTATS : R1 : UTILISATION DES RES-SOURCES RATIONNALISEE	RATIO ELEVES / MAITRE 42 A PARTIR DE 2003	STATISTIQUES SUR LES TAUX D'ADMISSION	COUR UNITAIRE DE FORMATION SUPPORTE PAR LE MENAGE
R2 : COMPETENCES ET CAPACITES DES PERSONNELS RENFORCEES	ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE FORMEES ENTRE 2002-2007 DANS LES DISCIPLINES FONDAMENTALES = 100% TBS PRIMAIRE 70% EN 2005 ET 100% EN 2008 TAUX D'ALPHABETISATION 35% EN 2012	STATISTIQUES SUR LES TAUX D'ADMISSION EN 1 ^{ere} ANNEE EN 7 ^{eme} ANNEE	% DEPENSES EDU-CATION DANS LE BUDGET DES MENAGES

AUTEURS : M. WANN T. Ousmane ; M. KAMANO Pierre Joseph ; Mme MAGASSOUBA Nanfadima ; M. WANN Oumar ; M. TALL Aguibou. Labé, février 2004.

4.3.7 Analyse du premier rapport d'avancement de la SRP

FORCES	FAIBLESSES	QUESTIONS	RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des objectifs et des résultats atteints - Document fait ressortir la réduction du temps de parcours entre domicile et école - Augmentation du personnel enseignant - Amélioration du traitement du personnel contractuel 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'information sur le taux de redoublement et de déperdition - Absence d'info sur les outils pédagogiques - Absences de sources d'informations diversifiées - Absence d'info sur le traitement du personnel permanent - Pas de mention sur la faible capacité d'absorption des fonds de l'EPT - Pas d'analyse sur les qualités des services fournis par les contractuels - Pas d'analyse sur la qualité de l'enseignement - Pas d'analyse sur les rôles joués par les communautés dans le suivi et la gestion des écoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les sources d'informations diversifiées - Ressortir tous les volets contenus dans le document 	<ul style="list-style-type: none"> - Compléter les infos manquantes - Diversifier les sources d'informations - Ressortir les autres volets contenus dans le secteur éducation

Auteurs: BOIRO Mme Nanfadima, WANN Oumar, TALL Aguibou (Labé, décembre 2004)

4.3.8 Analyse et priorisation des domaines d'intervention

Domaine d'intervention	Degré de pertinence	Degré de méconnaissance	Nature innovatrice du domaine	Total (niveau de priorité)
Généralisation de l'enseignement de base	10	8	4	22
Amélioration de l'accès à l'éducation et de l'équité	8	2	6	16
Renforcement de l'éducation non formelle favorisant les filles et les adultes des couches défavorisées	9	3	8	20
Amélioration de la qualité et de l'efficacité du système	10	2	9	21
Renforcement institutionnel du système éducatif	10	2	8	20
Dynamisation des services de bases	7	4	8	19

Auteurs: BOIRO Mme Nanfadima, WANN Oumar, TALL Aguibou (Labé, décembre 2004)

4.3.9 Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation

	Principales questions à traiter	Attentes 2 ^{ème} rapport avancement	Enquêtes proposées	Prise en compte Genre
Généralisation de l'enseignement de base	•		•	
Amélioration de la qualité et de l'efficacité du système	•		•	
Renforcement de l'éducation non formelle favorisant les filles et les adultes des couches défavorisées	•		•	
Renforcement institutionnel du système éducatif	•		•	

Auteurs: BOIRO Mme Nanfadima, WANN Oumar, TALL Aguibou (Labé, décembre 2004)

4.4 Recommandations supplémentaires pour l'évaluation

Principales questions	Attentes relatives au 2 ^{ème} rapport d'avancement	Attentes relatives à l'évaluation	Prise en compte de l'aspect genre
Rôles joués par la SRP dans la protection sociale?	Actions concrètes et résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> Impacts des actions et résultats sur les groupes cibles Implication des groupes cibles dans l'évaluation 	Cerner les actions spécifiques en faveur des femmes
Rôles joués par la SRP dans la promotion et la protection de la femme?			
Quel est le niveau de prise en charge de l'aspect sanitaire et nutritionnel de l'enfant?	Informations fiables au niveau de la prise en charge sanitaire et nutritionnelle de l'enfant	Appréciation du niveau de prise en charge	Renforcer la lutte contre les MGF
Quel est le niveau de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA?	Données sur l'effectif et les dispositions de prise en charge	Appréciation des mesures de prise en charge	Actions spécifiques en faveur des femmes et filles
Quel est l'apport de la SRP dans la lutte contre la déperdition e la violence scolaire?	Actions concrètes résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> Impacts des actions et résultats sur les groupes cibles Implication des groupes cibles 	Cerner les actions spécifiques en faveur des filles
Quel est le niveau de prise en compte des problèmes de l'enseignement supérieur?	Disposition concrète liée à l'amélioration de la situation à l'enseignement supérieur	Appréciation de la situation de l'enseignement au supérieur	Respect de l'équité homme-femme

Auteurs: DOUALAMOU Marie Anne, DIALLO Boubacar Gaoual, MANE M. Dianké Waly (Kindia, décembre 2004)

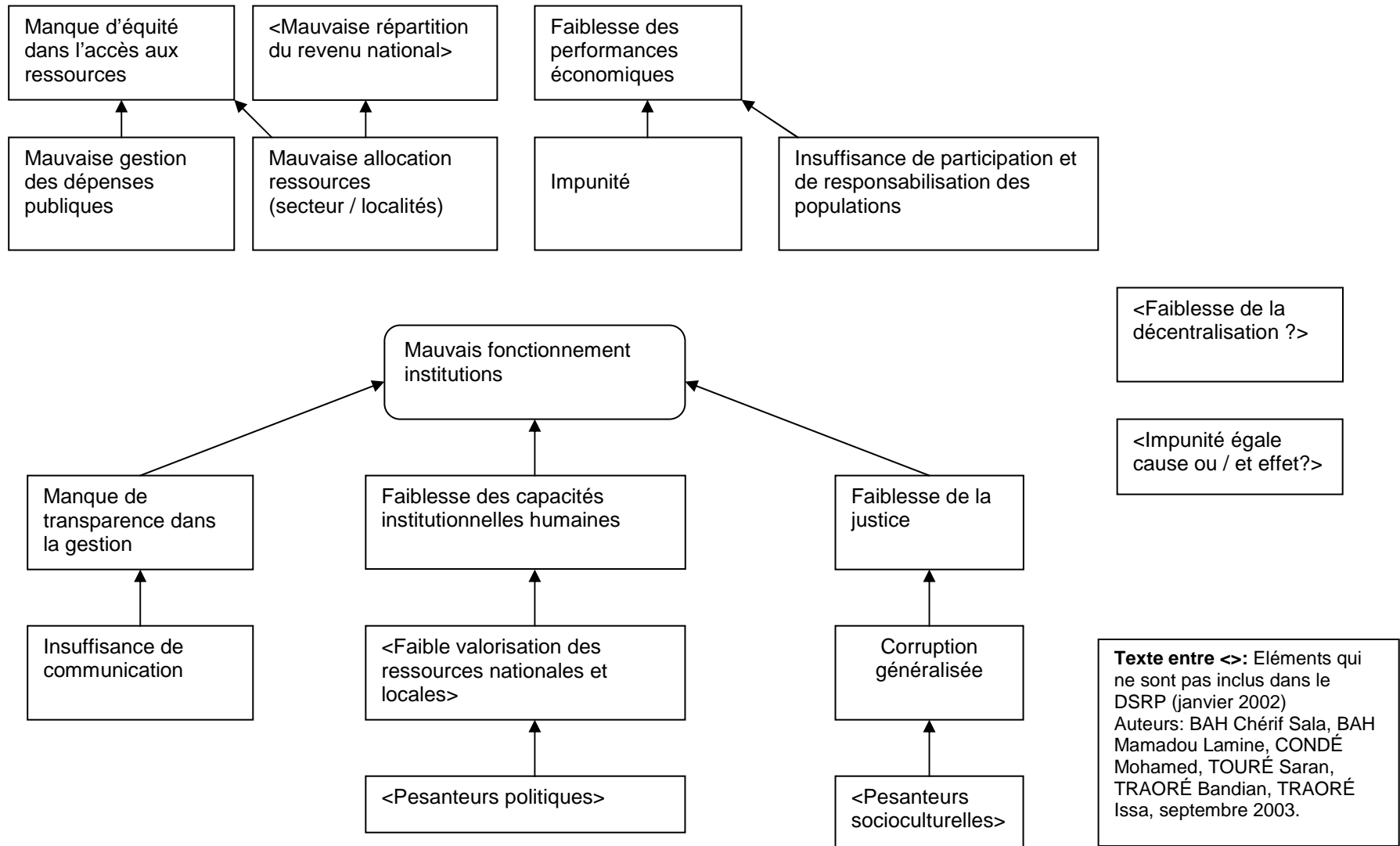
5 Gouvernance (Axe 3)

5.1 Analyse des parties prenantes

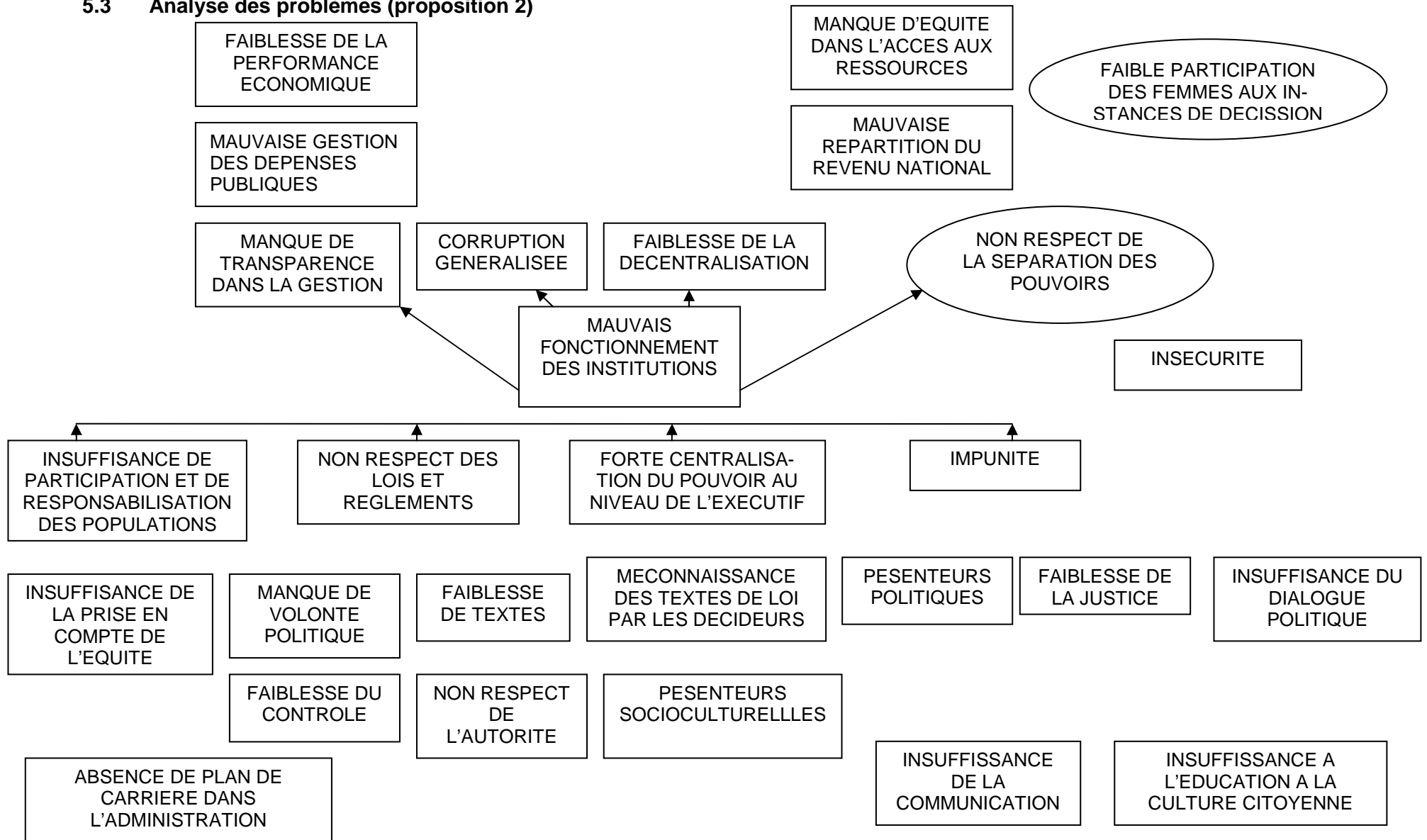
Parties prenantes	Rôle prévu dans la SRP	Rôle joué dans la SRP	Rôle à jouer dans l'avenir de la SRP	Principales craintes
Institutions Républicaines		<ul style="list-style-type: none"> • Législation • Réglementation • Consultation • Arbitrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Législation • Réglementation • Consultation • Arbitrage 	Faible séparation des pouvoirs
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert de compétences et de moyens • Délégation de pouvoirs • Renforcement des ressources humaines • Lutte contre l'impunité et la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Publication des allocations budgétaires • Décentralisation des crédits budgétaires et des marchés publics • Élaboration et mise en oeuvre des programmes de formation • Élaboration du document de stratégie de lutte contre la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système de régulation • Mise en place des conseils préfectoraux de développement • Appui aux programmes préfectoraux de développement • Mise en oeuvre de la stratégie de lutte contre la corruption • Volonté politique de lutte contre la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible volonté politique • Augmentation du niveau de la corruption et de l'impunité
Ministère Economie et des Finances				
Ministère de la Justice				
Ministère de la Sécurité				
Ministère du Contrôle Economique et Financier (Agence Nationale de Lutte contre la Corruption)				
Collectivités Décentralisées	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des populations à la mise en oeuvre de la SRP • Élaboration des programmes locaux de développement 	Participation à des ateliers sur la SRP	Meilleure implication dans la mise en oeuvre de la SRP	Faible niveau de l'appropriation du DSRP
Presse	<ul style="list-style-type: none"> • Information • Education • Diffusion • Publication • Vulgarisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Publication des allocations budgétaires • Enquête et publication d'articles sur la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Régulation de la vie nationale • Quatrième pouvoir 	<ul style="list-style-type: none"> • Rétention de l'information • Risque de désinformation

Auteurs: DIALLO Mamadou Saliou, KAMAN Maurice, CONDE Jean Pierre, BEYE Abdoulaye (Kindia, décembre 2004)

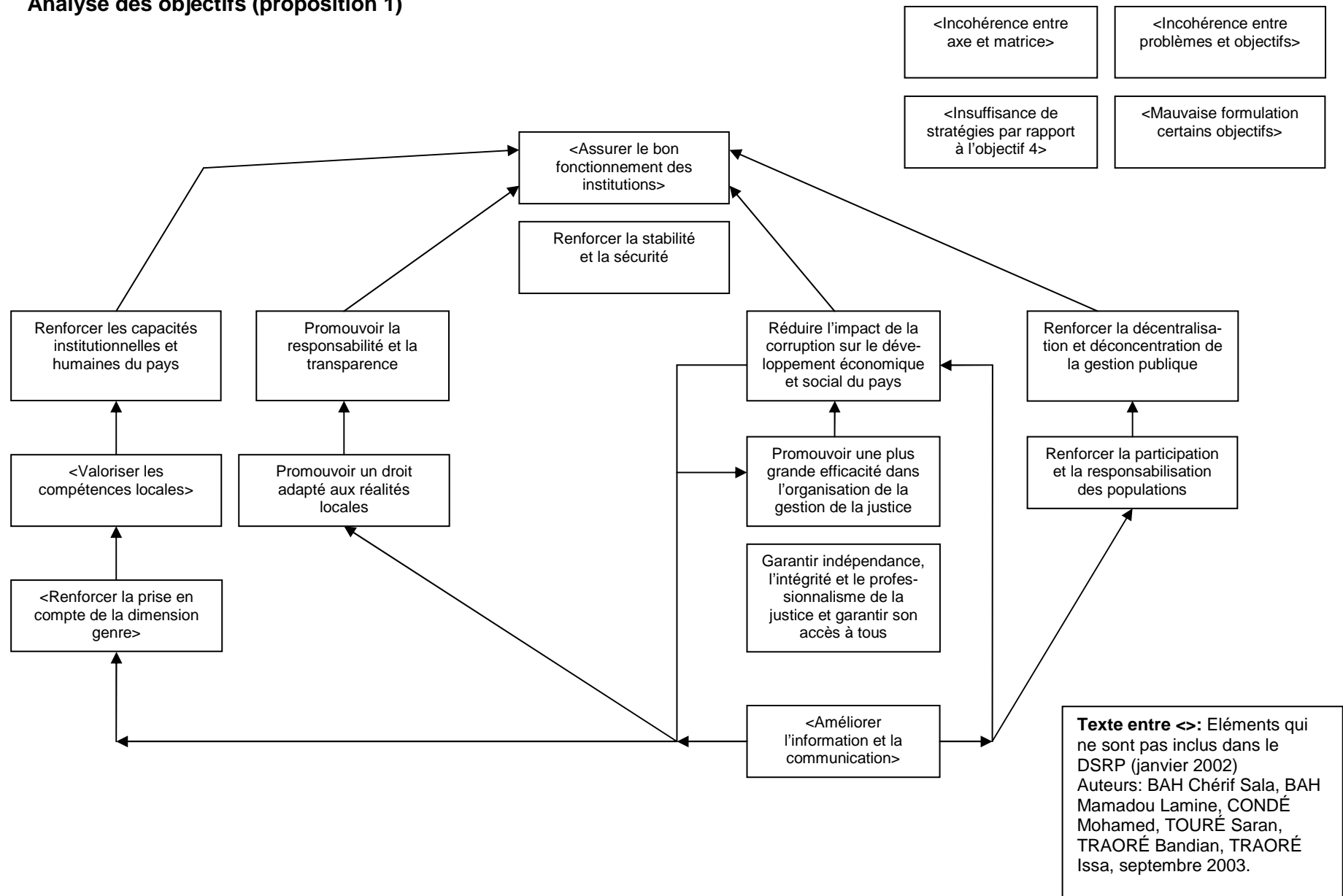
5.2 Analyse des problèmes (proposition 1)



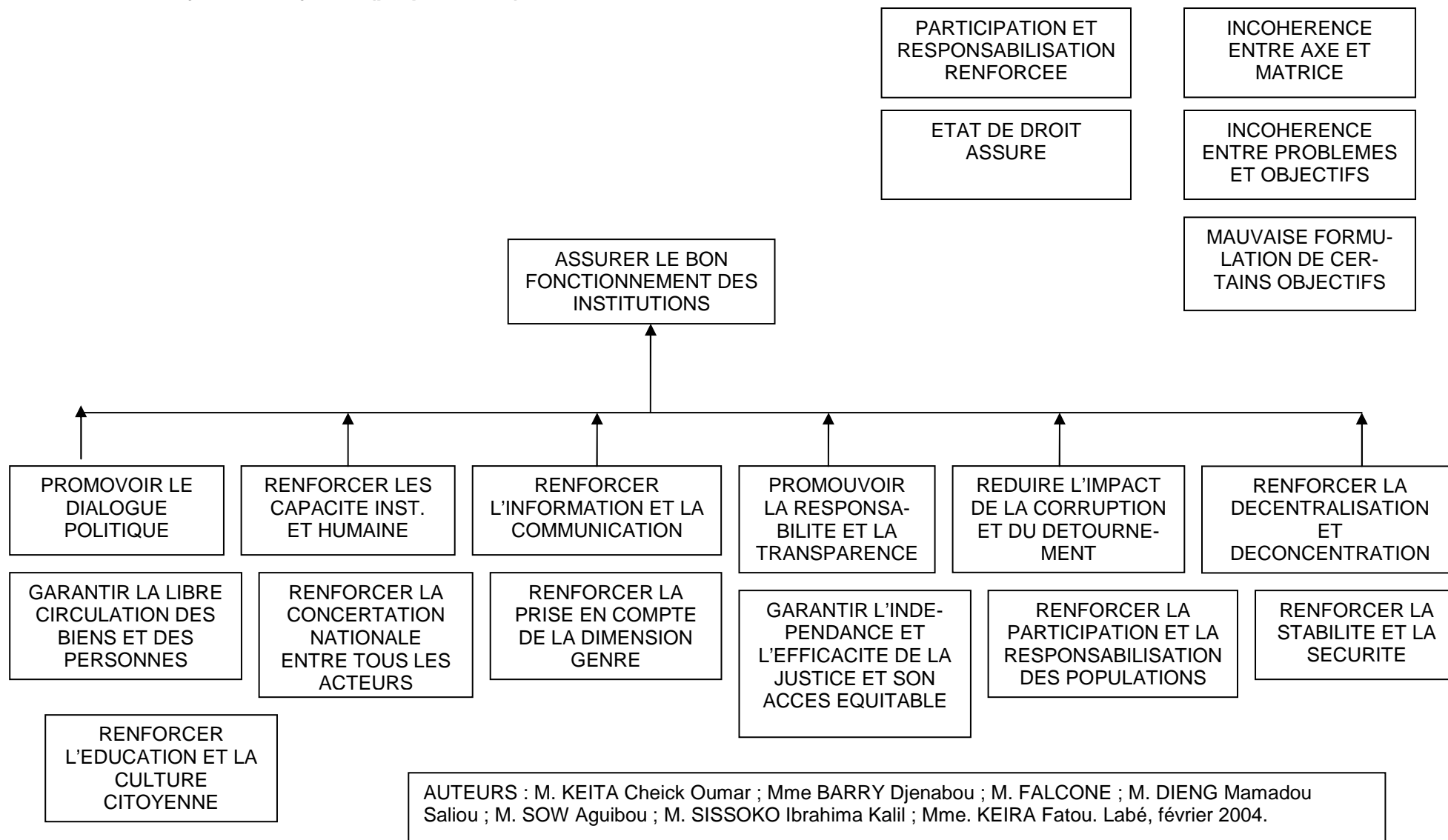
5.3 Analyse des problèmes (proposition 2)



5.4 Analyse des objectifs (proposition 1)



5.5 Analyse des objectifs (proposition 2)



5.6 Cadre logique (proposition 1)

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectifs globaux Assurer le bon fonctionnement des institutions	<Séparation effective des pouvoirs>	<Institutions et médias>	<Le processus démocratique se poursuit> <Engagement et volonté politique des décideurs> Stabilité et paix durables dans la sous-région
Objectif spécifique Renforcer la décentralisation et la déconcentration de la gestion publique	Part du budget allouée et décaissée à temps	<MEF : Direction nationale du budget>	Soutien par les partenaires extérieurs de la stratégie Mobilisation effective des ressources
Résultats Les capacités institutionnelles et humaines sont renforcées La responsabilisation et la transparence sont améliorées La décentralisation et la déconcentration de la gestion publique sont renforcées Les mécanismes et procédures appropriés de gestion sont mis en place	<Nombre de cadres formés à l'école nationale d'administration> <Nombre de cadres de concertation existants et fonctionnels> <Equipements réalisés par la part du budget allouée> <Nombre de structures disposant de mécanismes et procédures appropriés et fonctionnelles>	<Ministère chargé de l'administration du territoire> <Collectivités OSC> <Services déconcentrés / collectivités> <Structures>	Appropriation de la stratégie par tous les acteurs Une implication effective des populations dans tout le processus Appropriation de l'esprit de la décentralisation et de la déconcentration budgétaires par tous les acteurs
Activités Mettre en place les instances de concertation entre les acteurs Appuyer les collectivités et OSC (fonction et équipement) Vulgariser la nouvelle nomenclature budgétaire	Moyens physiques	Coûts / Calendrier indicatif	

Texte entre <>: Eléments qui ne sont pas inclus dans le DSRP (janvier 2002)

Auteurs : Chérif Sala BAH, Mamadou Lamine BAH, Mohamed CONDÉ, Saran TOURÉ, Bandian TRAORÉ, Issa TRAORÉ, septembre 2003.

5.7 Cadre logique (proposition 2)

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OBJECTIFS GLOBAUX : OG1 : LES INSTITUTIONS FONCTIONNENT BIEN	DEGRE ELEVE D'APPLICATION DES REGLES DE SEPARATION DES POUVOIRS PAR LES DIRIGEANTS DU PAYS EN 2007		
OG2 : LA DEMOCRATIE EST EFFECTIVE	NOMBRE D'ELECTIONS TRANSPARENTES ORGANISEES	RAPPORTS ND / CNE	INDEPENDANCE DU CNE
OG3 : LA CORRUPTION ET LE DETOURNEMENT DES DENIERS PUBLICS SONT REDUITS	TAUX DES DOSSIERS DE CORRUPTION EFFECTIVEMENT JUGES	RAPPORTS CNLC	INDEPENDANCE DE LA JUSTICE
OBJECTIF SPECIFIQUE : LA PARTICIPATION DES POPULATIONS A LA PRISE DE DECISION EST RENFORCEE	DEGRE ELEVE DE SATISFACTION DES POPULATIONS DU PROCESSUS DEMOCRATIQUE EN GUINEE DE 2004 A 2007	QUIBB adapté	POURSUITE OU PROCESSUS DEMOCRATIQUE DISPONIBILITE DE RESSOURCES
RESULTATS R1 : ETAT DE DROIT EST ASSURE			
R2 : DIALOGUE ET CONCERTATION SONT ASSURES A TOUS LES NIVEAUX			
EDUCATION ET CULTURE CITOYENNE SONT ASSUREES			
SECURITE ET STABILITE SONT ASSUREES	NOMBRE D'ATTAQUES A MAINS ARMEES SUBIES PAR LES POPULATIONS DU PAYS EN 2007		

AUTEURS : M. KEITA Cheick Oumar ; Mme BARRY Djenabou ; M. FALCONE ; M. DIENG Mamadou Saliou ; M. SOW Aguibou ; M. SISSOKO Ibrahima Kalil ; Mme. KEIRA Fatou. Labé, février 2004.

5.8 Analyse du premier rapport d'avancement de la SRP

FORCES	FAIBLESSES	QUESTIONS	RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> - Déconcentration / décentralisation budgétaire - Déconcentration de la passation des marchés - Implication des populations à la base à la mise en œuvre de la SRP - Elaboration d'une stratégie de lutte contre la corruption - Renforcement sensible des capacités judiciaires et de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse du dialogue et de la concertation dans la prise de décision - Implication des conseils communaux et communautaires - Le document ne mentionne pas les aspects de transparence dans la gestion publique - Les faiblesses du DSRP se reflètent dans le document, notamment dans l'application du droit 	<ul style="list-style-type: none"> - Où sont les indicateurs de l'axe III? - Pourquoi les investigations sur la corruption n'ont pas produit tous les résultats? - Malgré le renforcement de la sécurité, la criminalité a-t-elle baissé? 	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte les indicateurs de l'axe III - Prise de décision, transparence, application du droit, renforcement des capacités - Publication du rapport sur la corruption

Auteurs: DIENG Mdou Saliou, KEIRA Fatou, KEITA Cheick Oumar, SOW Aguibou (Labé, décembre 2004)

5.9 Analyse et priorisation des domaines d'intervention

Domaine d'intervention	Degré de pertinence	Degré de méconnaissance	Nature innovatrice du domaine	Total (niveau de priorité)
Déconcentration, décentralisation de la gestion publique.	10	1	7	10
Transparence et lutte contre la corruption.	10	1	5	16
Participation et responsabilisation des bénéficiaires.	10	7	7	24
Stabilité et sécurité.	10	5	1	16
Renforcement du cadre institutionnel et des capacités humaines.	10	8	8	26
Reforme de la justice.	10	1	8	19

Auteurs: DIENG Mdou Saliou, KEIRA Fatou, KEITA Cheick Oumar, SOW Aguibou (Labé, décembre 2004)

5.10 Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation

	Principales questions à traiter	Attentes 2 ^{ème} rapport avancement	Enquêtes proposées	Prise en compte Genre
Renforcement du cadre institutionnel et des capacités humaines	Quelle est la perception des acteurs de la gouvernance sur l'impact des formations?	Liste des formations fournies dans le cadre de la SRP	Mener des enquêtes sur l'impact des formations sur budget SRP	Distinction des impacts selon le Genre
Participation et responsabilisation des bénéficiaires	Quel est le degré de participation et de responsabilisation des bénéficiaires? (perception)	Information sur la fonctionnalité des conseils préfectoraux	Vérification de la fonctionnalité des conseils préfectoraux de développement	Distinction des membres selon le Genre
Reforme de la Justice	Quelle est la perception des différents groupes de la société sur la justice?	Etat d'avancement des mesures de réforme de la justice entamée par la SRP	Enquêtes sur la perception des groupes sur la réforme de la justice	Distinction des mesures selon le Genre
Déconcentration et décentralisation de la gestion publique	La décentralisation et la déconcentration de la gestion publique, sont elles effectives	Liste des délégations de crédit et des subventions dans le cadre SRP	Enquête de traçabilité sur les délégations de crédit	Néant

Auteurs: DIENG Mdou Saliou, KEIRA Fatou, KEITA Cheick Oumar, SOW Aguibou (Labé, décembre 2004)

5.11 Recommandations supplémentaires pour l'évaluation

Principales questions à traiter	Attentes relatives au 2 ^{ème} rapport d'avancement	Attentes relatives à l'évaluation	Prise en compte genre
Est-ce que le cadre institutionnel et juridique a été mis en place et respecté?	<ul style="list-style-type: none"> Mesures législatives pertinentes en 2004 pour la SRP Fonctionnement des organes de concertation en 2004 Traitements accordés aux cas de corruption en 2004 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité des parties prenantes Pertinences des programmes locaux de développement Traçabilité des allocations budgétaires aux services décentralisés Mise en évidence des principes de gouvernance interne par les organisations de la Société Civile, les Institutions Républicaines, les Parties politiques et les Collectivités décentralisées 	<ul style="list-style-type: none"> Applicabilité des textes juridiques relative aux hommes et femmes Adoption et publication du code de la famille Présence effective des femmes dans les institutions républicaines
Est-ce que les comités de passation de marchés ont été mis en place au niveau des régions et préfectures?			
Est-ce que des programmes locaux de développement ont été élaborés et exécutés dans toutes les collectivités décentralisées?			
Est-ce que la structure de lutte contre la corruption a entraîné une baisse de la corruption?			
Est-ce que les mécanismes mise en place ont permis la sécurité et la justice?			
Est-ce que la presse et les organisations de la Société Civile ont joué leur rôle sans entrave?			

Auteurs: DIALLO Mamadou Saliou, KAMAN Maurice, CONDE Jean Pierre, BEYE Abdoulaye (Kindia, décembre 2004)

6 Coopération Internationale

6.1 Analyse des parties prenantes

Parties prenantes	Rôle prévu dans la SRP	Rôle joué dans la SRP	Rôle à jouer dans l'avenir de la SRP	Principales craintes
Ministère Coopération	Néant	<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation non documentée du financement extérieur (finex) des bailleurs bilatéraux, UE-ACP et du système des Nations Unies Participation à la mise en oeuvre de la politique internationale, régionale et sous-régionale 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la cohérence de la mobilisation du finex avec les objectifs de la SRP Poursuivre la mise en oeuvre de l'intégration régionale et sous régionale 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de coordination dans la mobilisation du finex Durcissement des conditionnalités des bailleurs
Bailleur de fonds	Appui financier et technique Réduction conditionnelle de la dette	<ul style="list-style-type: none"> Appui financier et technique Appui institutionnel Réduction du finex par certains bailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> Appui budgétaire pour la mise oeuvre de la SRP Allègement des conditionnalités du finex 	Mal gouvernance

Auteurs: CAMARA Kelly, BALDE Alpha Ahmadou, BOIRO Ismaël, SAGNO Ansoumane, BANGOURA Marcelin (Kindia, décembre 2004)

6.2 Recommandations relatives aux termes de référence de l'évaluation

Principales questions à traiter	Attentes réelles au 2 ^{ème} rapport d'avancement	Attentes relatives à l'évaluation	Prise en compte genre
Quel est le niveau d'implication du Ministère de la Coopération Internationale?	<ul style="list-style-type: none"> Reconnaître le rôle et la place du Ministère de la Coopération dans le processus de la SRP Prise en compte des informations pertinentes du Ministère de la Coopération 	Recommandations réalistes et bien fondées relatives à la prise en compte des ressources mobilisées par le Ministère de la Coopération Internationale	Mise en relief de l'apport du Gouvernement dans la prise en compte de l'aspect genre
Quel est le niveau d'implication des bailleurs?	Faire le bilan des apports des bailleurs	Apprécier les interventions des bailleurs de fonds (forces et faiblesses)	Dégager l'effort des bailleurs dans la prise en compte de l'aspect genre
Quelles sont les autres parties prenantes dans la mobilisation du finex?	Dégager l'effort de chaque structure dans la mobilisation du finex	Mesurer le degré d'intervention de chaque structure dans la mobilisation du finex	Mise en relief de l'apport du Gouvernement en matière de genre
De quelle manière la coordination du finex sera-t-elle assurées?	Reconnaître le faible niveau de coordination dans la mobilisation du finex	Préconiser un mécanisme de coordination du finex	Dégager l'importance de la coordination du finex pour l'aspect genre

Auteurs: CAMARA Kelly, BALDE Alpha Ahmadou, BOIRO Ismaël, SAGNO Ansoumane, BANGOURA Marcelin (Kindia, décembre 2004)

7 Analyse des risques liés à l'évaluation de la SRP

Code*	Pertinence				Difficulté				Somme M1+M2	Rang
	09/03	02/04	12/04	M1	09/03	02/04	12/04	M2		
U1	2	2	1	1,7	2	1	3	2,0	3,7	1
U2	1	1	2	1,3	1	3	4	2,7	4,0	2
U3	3	3	4	3,3	4	2	2	2,7	6,0	3
U4	5	4	7	5,3	6	4	1	3,7	9,0	4
U5	6	6	5	5,7	7	6	7	6,7	12,3	7
U6	7	7	6	6,7	3	7	6	5,3	12,0	6
U7	4	5	3	4,0	5	5	5	5,0	9,0	5
F1	3	1	2	2,0	2	3	3	2,7	4,7	2
F2	1	2	1	1,3	1	1	1	1,0	2,3	1
F3	2	3	3	2,7	3	2	2	2,3	5,0	3
P1	1	3	3	2,3	4	6	4	4,7	7,0	3
P2	3	1	2	2,0	3	2	6	3,7	5,7	1
P3	4	4	1	3,0	2	4	3	3,0	6,0	2
P4	6	5	6	5,7	6	3	2	3,7	9,3	5
P5	12	2	4	6,0	5	5	5	5,0	11,0	6
P6	5	7	7	6,3	7	7	8	7,3	13,7	7
P7	7	6	5	6,0	1	1	1	1,0	7,0	4
P8	8	8	8	8,0	8	8	7	7,7	15,7	8
A1	1	3	3	2,3	9	10	9	9,3	11,7	4
A2	3	6	2	3,7	10	1	1	4,0	7,7	1
A3	2	1	8	3,7	11	12	11	11,3	15,0	10
A4	6	2	7	5,0	7	11	10	9,3	14,3	9
A5	10	4	6	6,7	6	9	5	6,7	13,3	6
A6	4	5	5	4,7	1	8	4	4,3	9,0	2
A7	9	10	4	7,7	5	7	3	5,0	12,7	5
A8	8	8	11	9,0	4	6	6	5,3	14,3	8
A9	7	9	12	9,3	3	4	7	4,7	14,0	7
A10	11	7	10	9,3	8	5	12	8,3	17,7	12
A11	5	11	9	8,3	2	3	2	2,3	10,7	3
A12	12	12	1	8,3	12	2	8	7,3	15,7	11

* Code: Voir L'annexe 1 (principes directeurs de l'AEAf)

M1 et M2: Valeurs moyennes

Faite à Labé en septembre 2003 et février 2004, et à Kindia en décembre 2004.

8 Recommandations relatives au respect des standards d'évaluation

Pour assurer que l'évaluation répond aux besoins en informations des futurs utilisateurs et que les parties prenantes s'en approprient:

- Organisation de campagne d'information / sensibilisation à l'intention de toutes les parties prenantes par le SP-SRP
- Plaidoyer et sensibilisation / média
- Dialogue concertation
- Organisation du cours avancé pour le 2^e groupe avant l'évaluation
- Définition claire du profil des évaluateurs
- TdR bien précis
- Appuyer la mise en place d'un réseau guinéen d'évaluateurs
- Sensibilisation des sources d'information
- Rigueur et transparence dans la sélection des évaluateurs
- Procéder à une revue détaillée des indicateurs au regard des objectifs et résultats

Pour assurer que l'évaluation est réaliste, prudente, diplomatique et économique:

- Evaluateurs crédibles et compétents
- Informer les parties prenantes
- Plaidoyers et sensibilisation
- Evaluateurs crédibles et compétents

Pour assurer que l'évaluation est conduite légalement avec éthique et avec une attention particulière pour le bien-être de ceux qui sont impliqués et de ceux qui sont touchés par les résultats:

- Prise en compte effective des préoccupations des parties prenantes!
- Respect des TDR
- Convention négociée
- Contrat (respect de la confidentialité)
- La moindre violation de la confidentialité est passible de sanction négative!
- Définition claire de l'utilisation des résultats de l'évaluation
- Equipes mixtes d'évaluation
- Neutralité de l'évaluateur sur son terrain d'intervention!

Pour assurer que l'évaluation révélera et apportera une information techniquement adéquate autour des caractéristiques qui déterminent la valeur de mérite du programme en cours d'évaluation:

- Etude diagnostique du contexte
- Formation + équipement
- Validation des résultats avec les parties prenantes
- Soumission TdR et rapport d'évaluation à l'Association Africaine de l'Evaluation (AfAE)

9 Note sur l'intégration de l'aspect genre dans l'évaluation de la SRP

Présentation de la participante Mme Marie Yvonne CURTIS (faite à Labé, septembre 2003)

Pour une bonne intégration du Genre dans l'évaluation de la SRP, il faut que la préoccupation de Genre ait été prise en compte à chacune des phases du cycle de projet :

Planification

L'analyse de situation doit être faite en tenant compte de la situation des femmes et des hommes, des garçons et des filles, mais aussi en posant la question des rapports sociaux basés sur d'autres variables : comme les femmes pauvres et hommes pauvres, les groupes marginaux. Il est donc important d'obtenir, au cours des enquêtes menées, des données différenciées selon le genre, l'âge, la catégorie sociale, socioprofessionnelle, etc. Une analyse de situation selon une approche genre permet de détecter ce type de problème. Il faut noter que les problèmes concernent les activités mais aussi la nature de la contribution et la participation de chaque membre de la société à l'intérieur de la famille, de la communauté.

Les questions fondamentales qui se posent à ce niveau portent sur le ciblage (identification claire des groupes cibles) ; la consultation de ces groupes, la prise en compte de leurs besoins, ressources, contraintes pour accéder et maîtriser les facteurs de production mais aussi les bénéficiaires des projets.

Il faut recourir à des méthodes participatives qui incluent une approche genre, c'est-à-dire qui permet une analyse comparative des situations de chacun des groupes de la société. Il existe des outils de participation et de genre et il faut pouvoir combiner les deux.

Stratégie

Au niveau de la définition de la stratégie, il faut déterminer si elle sera globale (intégration du genre dans les trois axes) ou spécifique (un projet plus axé sur les besoins des femmes, pauvres, jeunes, etc...). La stratégie de la SRP semble être l'intégration globale.

Dans le cadre logique, il faut clairement indiquer des objectifs, résultats et indicateurs sensibles au genre

Mise en œuvre

Implication des femmes, hommes, jeunes, catégories sociales dans les activités des programmes et projets de lutte contre la pauvreté

Suivi

Etablir une situation de départ avec données différenciées par genre
 Consulter les femmes, groupes sociaux, etc. et recueillir des informations
 Désigner qui va faire le suivi (personnel sensible aux questions de genre)
 Comment (approches participatives et genre)
 Quand (fréquence à établir)
 Ecart entre ce qui est fait et ce qui n'a pas été fait en matière de genre
 Solutions correctives

Evaluation

Dans la TDR, il faut indiquer que des experts en genre et approches participatives soient recrutés et que leur rôle soit bien précisé au sein des équipes d'évaluation.

Le plan d'Evaluation doit contenir des questions clés de Genre

La collecte et les techniques de collecte des informations doivent être basées sur des méthodes participatives et de genre.

Un document de synthèse et d'analyse genre doit être produit pour chaque axe de la DSRP et ces notes seront intégrées dans le rapport final de l'évaluation.

10 L'évaluation des cours

10.1 L'évaluation du premier cours de base (Labé, septembre 2003)

Ce qui était particulièrement satisfaisant

- Les travaux de groupes
- Pertinence thème de l'atelier
- Connaissance du cadre logique
- Dynamique du groupe
- Thèmes choisis
- Qualité de communication
- Surtout les débats
- Application judicieuse de l'approche participative
- Le processus de mise en œuvre du cours
- Facilitation appropriée de notions méthodologiques
- Méthodologie utilisée
- Contenu
- Maîtrise de l'animateur
- Méthodologie
- Bon cadre de formation
- Le climat de travail
- Le contenu de la formation
- Pertinence de la démarche méthodologique
- Richesse du contenu des modules
- Méthode de formation participative est bonne
- Les supports qui ont favorisé l'appropriation de la SRP
- Formation participative et enrichissante
- Le cours a été satisfaisant et détaillé
- Les procédures d'évaluation sont bien dispensées
- Conduite pédagogique (travaux de groupes et plénière)
- Compétence du formateur
- Méthodologie de travail
- La démarche d'animation
- Introduction à des instruments, méthodes et techniques de planification, gestion et suivi-évaluation des projets / programmes
- Exercices pratiques
- Identification avec précision des faiblesses du document (DSRP)
- Atmosphère de travail très bonne
- Le contenu du cours, le matériel didactique et la disponibilité des encadreurs
- Détermination des risques et leur analyse en relation avec le processus d'évaluation
- Procédés d'analyse – problèmes, objectifs, stratégies, etc.
- La conduite des exposés
- Niveau de participation et le débat entre les membres
- La méthodologie (Powerpoint et exercices) était très appréciable
- Connaissances plus approfondies du suivi-évaluation
- La qualité des présentations et l'expérience du facilitateur
- Résultat atteint satisfaisant
- La qualité et le niveau des débats
- Les exercices ont été particulièrement intéressants dans la compréhension du cours
- La méthodologie participative

Ce qu'on peut améliorer dans l'avenir

- Une meilleure représentation de la société civile
- Réduire la durée des séminaires au maximum 3 jours
- Approfondir les cours sur l'évaluation d'un plan d'action et d'évaluation
- Mettre les documents du séminaire à la disposition des participants
- Compléter les pages manquantes DSRP
- Documentation à améliorer
- Prévoir une documentation didactique pour les séminaires à venir en plus de la logistique

- Prévoir un second séminaire pour mieux asseoir les connaissances acquises au cours de ce séminaire
- Adapter timing – contenu
- Aménager l'emploi du temps
- Le temps du séminaire pour plus de détail et de discussion
- Connaissance indicateurs et suivi-évaluation / SRP
- Le temps n'a pas été assez suffisant pour les sujets traités vu l'importance des thèmes
- Informations sur la mise en œuvre de la SRP
- Accès immédiats aux documents
- Le séminaire peut-il se dérouler sur un peu plus de temps, la prochaine fois ?
- Une meilleure implication dans la mise en œuvre de la SRP
- La durée du cours – limitée (très intense pour 5 jours)
- Documentation à exploiter pour SRP
- Temps pour les travaux de groupes
- Meilleure organisation du temps (emploi du temps) des cours
- Equilibre entre les aspects théoriques et pratiques
- Gestion du groupe (participants)
- Approfondir les aspects techniques et méthodologiques de l'évaluation
- Disponibilité de la documentation sur le cours
- Intégrer pas seulement des exercices théorétiques, mais aussi pratiques sur le terrain
- Pas de choix dans l'alimentation (plat unique à prendre ou à laisser)
- Nécessité d'identifier des termes claires pour les visites de terrain

10.2 L'évaluation du second cours de base (Labé, février 2004)

Ce qui était particulièrement bon

- L'ambiance du travail
- Approche participative de la formation
- Le temps du discours d'expression
- Travaux de groupe
- Méthode participative
- Animation
- Contenu
- L'ambiance dans le travail, le cadre du travail
- Apprentissage par action
- Les discussions en groupe
- Méthode de travail cursive
- Caractère participatif du séminaire
- La méthodologie utilisée par le formateur
- Très bonne approche de formation
- Bonne organisation
- Ambiance
- La méthode et le contenu
- Très bonne approche méthodologique
- Méthode d'apprentissage
- L'organisation (choix des participants)
- L'organisation (le cadre)
- La méthodologie

Ce qui peut être amélioré

- Donner les documents à lire avant pour mieux discuter
- Gestion du temps
- Distribuer les supports de cours au fur et à mesure et à la fin de chaque module
- Discussions utiles et longues
- Avoir plus de temps que prévu
- Savoir arrêter ceux qui ont la diarrhée verbale
- Il est préférable que les participants parlent avec les documents
- La partie théorique des cours
- La modération

- Transport (Conakry- Labé) à Labé
- Donner tout le support
- Le choix de la ville
- La durée de la formation (à augmenter)
- Distribuer les supports pédagogiques
- Gestion des documents problèmes
- Emploi du temps
- AGUINEVAL groupe ad hoc

10.3 L'évaluation du premier cours avancé (Labé, mars 2004)

Ce qui était particulièrement bon

- Le respect des opinions était bien
- Contenu du séminaire (thèmes)
- Très bonne démarche pédagogique
- Les échanges d'expériences
- Le fait d'avoir prévu l'enquête pilote
- Cadre appliqué
- Session de formation très pratique
- La méthodologie variée (théorie / pratique)
- Etudes de cas intéressantes (santé)
- L'enquête pilote sur le terrain
- Bonne méthode de travail
- Démarche de formulation du plan d'évaluation est détaillée et appropriée pour la réalisation de l'évaluation
- Gestion du temps
- Les exposés en plénières
- Le travail pratique après la théorie
- Dynamique du groupe
- J'en ai beaucoup appris
- Bon exposé et débats fructueux
- Bonne participation
- L'exercice de l'enquête pilote
- Documentation suffisante
- Participation

Ce qui peut être amélioré

- La gestion du temps est à améliorer
- Travail de terrain insuffisamment préparé
- Le temps est insuffisant
- Préparation de la pratique sur le terrain
- Restauration à améliorer
- Le refus de certains d'accepter les critiques
- Règles de conduite des participants
- Échanges d'expériences sur les méthodes d'évaluation
- La restauration (service) est à améliorer
- Plus de pratique sur le terrain
- Tout comme le service de l'hôtel
- Atmosphère : Travail d'équipe à améliorer, éviter susceptibilité
- Envisager d'autres formation pour le renforcement des acquis
- La discipline dans la salle
- Cours trop condensé
- La gestion des participants

10.4 L'évaluation du second cours avancé (Labé, décembre 2004)

Forces

- Contenu du cours bien adapté à l'évaluation

- Atelier intéressant
- Le contenu du cours est adéquat à l'évaluation
- Bonne liaison des cours théoriques aux travaux pratiques
- Succès des travaux de groupes
- Travaux de groupe
- Aspect participatif de la pédagogie
- Travaux de groupe
- Participation de tout le monde aux travaux
- Bonne organisation
- Présence dans le groupe de personnes ressources à côtoyer
- Bonne conduite de l'atelier
- Bons supports didactiques
- Bonne animation

Faiblesses

- Gestion du temps
- Gestion du temps
- Gestion du temps
- Gestion du temps
- Gestion du temps
- Programme chargé
- Favoriser les échanges d'expériences entre participants
- Cours très condensé
- Discipline plusieurs personnes en même temps
- Le temps consacré à la pratique est très court
- Identifier second besoin de formation après évaluation
- La qualité des repas laisse à désirer

10.5 L'évaluation du cours condensé (Kindia, décembre 2004)

Aspects particulièrement satisfaisant

- Tenir le séminaire en dehors de Conakry
- Hébergement
- Hébergement
- Le contenu du cours
- Contenu de la formation
- Contenu de la formation
- Bon contenu
- Présentation Powerpoint
- Présentation
- Séances plénières
- Animation
- Support pédagogique
- Pédagogie et matériel didactique
- Travail d'équipe
- Travaux de groupe
- Atmosphère de travail
- Groupe de travail
- Exercice pratique
- Rapports TG et plénières
- Convivialité
- Configuration de la salle
- Logistique
- Documentation
- Secrétariat
- Cours bien dispensés

Aspects pour amélioration

- Durée séminaire
- La durée de la formation
- Durée à augmenter
- Temps insuffisant: Poursuite de la formation dans un bref délai
- Délais des séminaires très courts
- Temps réservé
- Insuffisance du temps
- Approfondir les thèmes de l'évaluation
- Disposition des participants
- Parties prenantes - étendre
- Par rapport au temps de formation bien vouloir distribuer les documents pédagogiques
- Mise à disposition des supports
- Mettre l'accent sur le travail de groupe
- Débats
- Conditions dans la chambre
- Communication entre les chambres, les chambres et la réception
- Prise en charge
- Prise en charge
- Conditions de travail - chaise simple inadéquate
- Qualité restauration
- Restauration (repas et café)
- La restauration
- Pause café
- Pause café et repas
- Repas
- Repas à améliorer

11 L'auto-évaluation des participants du cours condensé (Kindia, décembre 2004)

Question	Ex ante	Ex post		
	Niveau de pré-connaissances *	Amélioration	Pas de changement	Détérioration
Un indicateur – c'est quoi? (Définition et un exemple, s.v.p)	2,6	9	3	0
Quels types d'indicateurs connaissez-vous?	2,2	7	6	0
Quels sont les facteurs de succès d'une bonne évaluation?	1,8	12	3	0
Quelle est la principale différence entre le suivi et l'évaluation?	2,0	14	2	0
Quels sont les grands axes de la SRP en Guinée?	1,4	15	2	0
Quels sont les principaux éléments d'un cadre logique?	1,5	14	0	1

* 4 = très satisfaisant, 3 = satisfaisant, 2 = faible, 1 = très faible

Annexe 1 Principes directeurs de l'Association Africaine de l'Evaluation (AfrEA)

Liste de contrôle pour assister les évaluateurs dans la planification des évaluations, la négociation des contrats, l'examen des progrès et l'assurance de l'exécution adéquate de la tâche.

Utilité: Les principes directeurs de l'utilité sont destinés à assurer que l'évaluation répond aux besoins en informations des futurs utilisateurs et que les parties prenantes s'en approprient.

U1. Identification des parties prenantes. Les personnes et les organisations impliquées dans l'évaluation ou touchées par celle-ci (avec une attention spéciale portée sur les bénéficiaires au niveau communautaire) devraient être identifiées et incluses dans le processus d'évaluation de telle sorte que leurs besoins puissent être abordés, que les conclusions de l'évaluation soient opérationnelles et reconnues par les parties prenantes dans la mesure où ceci est utile, faisable et permis.

U2. Crédibilité de l'évaluateur. Les personnes conduisant l'évaluation devraient être à la fois crédibles et compétentes pour bien accomplir l'évaluation de telle sorte que les conclusions de l'évaluation mènent à une crédibilité et une acceptabilité maximales.

U3. Domaine et Choix de l'Information. L'information collectée doit être largement sélectionnée pour répondre aux questions pertinentes sur le programme et aux besoins et intérêts des parties prenantes spécifiées.

U4. Identification des Valeurs. La rationalité, les perspectives et les procédures utilisées pour interpréter les résultats doivent être attentivement décrites de telle sorte que la base de jugement de valeur soit claire. La possibilité d'accorder de multiples interprétations aux résultats doit être clairement assurée pour que ces interprétations répondent aux soucis et aux besoins des parties prenantes.

U5. Clarté des Rapports. Les rapports d'évaluation doivent décrire clairement le programme en cours d'évaluation, en incluant le contexte, les buts, les procédures et résultats de l'évaluation de telle façon que l'information essentielle soit disponible et facilement comprise.

U6. Disponibilité du rapport à temps utile et Dissémination des rapports. Les résultats provisoires significatifs et les rapports d'évaluation doivent être disséminés auprès des futurs utilisateurs de telle sorte qu'ils soient utilisables et faisables dans les meilleurs délais. Les commentaires et les réactions des futurs utilisateurs sur les résultats provisoires doivent être pris en compte dans la production du rapport final.

U7. Evaluation de l'Impact. Les évaluations doivent être planifiées, conduites et présentées dans le sens d'encourager la pérennité du suivi par les parties prenantes de telle sorte que la probabilité de l'utilisation des résultats soit croissante.

Faisabilité: Les principes directeurs de faisabilité sont destinés à assurer que l'évaluation est réaliste, prudente, diplomatique et économique.

F1. Procédures pratiques. Les procédures d'évaluation doivent être pratiques de telle manière qu'elles ne souffrent d'aucune rupture aussi longtemps qu'il y a une information disponible.

F2. Viabilité politique. L'évaluation doit être planifiée et conduite avec anticipation des positions différentes des divers groupes d'intérêts de telle sorte que leur coopération puisse être obtenue et de telle manière que les tentatives possibles de certains de ces groupes d'écarter l'opération d'évaluation, d'influencer ou de mal appliquer les résultats puissent être écartés dans la mesure du possible dans une situation institutionnelle et nationale donnée.

F3. Efficacité du Coût. L'évaluation doit être efficiente et doit produire l'information d'une valeur suffisante afin que les ressources engagées puissent être justifiées. Elle doit rester dans la limite du budget prévu et doit établir la comptabilité pour les dépenses.

Propriété – Les principes directeurs corrects sont destinés à assurer que les évaluations sont conduites légalement avec éthique et avec une attention particulière pour le bien-être de ceux qui sont impliqués et de ceux qui sont touchés par les résultats.

P1. Orientation du Service. L'évaluation doit être pensée pour répondre efficacement aux besoins de toute la gamme des parties prenantes ciblées.

P2. Accords formels. Les obligations des parties prenantes à l'évaluation (que faut-il faire?, comment?, par qui?, quand?) doivent être convenues à travers les dialogues et les écritures pour que toutes les parties prenantes aient une compréhension commune de toutes les clauses de la convention et pour qu'il soit possible de renégocier en bonne et due forme si nécessaire. Une attention particulière doit être accordée aux aspects implicites et informels de toutes les parties impliquées.

P3. Droits des parties prenantes. L'évaluation doit être pensée et conduite pour respecter les droits et le bien-être des parties prenantes et des communautés auxquelles elles sont associées. La confidentialité des informations personnelles collectées dans différentes sources doit être protégée.

P4. Les rapports humains. Les évaluateurs doivent respecter la dignité et la valeur humaine dans leurs interactions avec d'autres personnes impliquées dans l'évaluation de telle sorte qu'elles ne soient pas menacées, ni lésées, ou que leurs valeurs religieuses et culturelles ne soient pas compromises.

P5. Évaluation Complète et Satisfaisante. L'évaluation doit être complète et satisfaisante dans l'examen et l'enregistrement des forces et des faiblesses du programme en cours d'évaluation de telle sorte que les forces puissent être reconstituées et tous les problèmes abordés.

P6. Diffusion des Conclusions. Les parties prenantes à une évaluation doivent être au courant des résultats de l'évaluation, y compris ces limites, en garantissant la confidentialité afin de ne pas exposer les agences d'exécution et les évaluateurs aux intimidations.

P7. Conflits d'Intérêts. Les conflits d'intérêts doivent être réglés de façon objective pour ne pas compromettre le processus et les résultats de l'évaluation.

P8. Responsabilité Fiscale. Les honoraires et dépenses relatifs à l'évaluation doivent respecter les procédures comptables en vigueur.

Précision – Les principes de précision sont destinés à assurer qu'une évaluation révélera et apportera une information techniquement adéquate autour des caractéristiques qui déterminent la valeur de mérite du programme en cours d'évaluation.

A1. Documentation du Programme. Le programme en cours d'évaluation doit être clairement défini et précis en mettant l'accent particulier sur les aspects d'échanges de communication tant verbale qu'écrite.

A2. Analyse du Contexte. Le contexte dans lequel le programme évolue doit être examiné dans les moindres détails en incluant les aspects sociaux, culturels et environnementaux de manière à identifier et à évaluer son influence sur le programme.

A3. Buts et Procédures Présentés. Les buts et procédures de l'évaluation doivent être décrits et suivis dans les moindres détails de manière à être identifiés et évalués.

A4. Sources d'Informations Défendables. Les sources d'information utilisées dans le programme d'évaluation doivent être décrites dans les moindres détails afin de s'assurer l'adéquation de cette information sans compromettre l'anonymat et/ou toute sensibilité d'ordre culturel ou individuel des répondants.

A5. Information Valide. Les procédures de collecte de l'information doivent être choisies, développées et ensuite mise en oeuvre pour s'assurer que leur exécution sont valides et adéquates.

A6. Information Fiable. Les procédures de collecte de l'information doivent être choisies, développées et ensuite exécutées de manière à s'assurer que l'information obtenue est suffisamment fiable et adéquate.

A7. Information Systématique. L'information collectée, traitée et rapportée sur une évaluation doit être systématiquement revue et toute erreur signalée doit être corrigée.

A8. Analyse de l'Information Quantitative. Les données quantitatives dans une évaluation doivent être correctement et systématiquement analysées afin que les différentes questions sur l'évaluation trouvent effectivement une réponse.

A9. Analyse de l'Information Qualitative. L'information qualitative dans une évaluation doit être correctement et systématiquement analysée afin que les différentes questions sur l'évaluation trouvent effectivement une réponse.

A10. Conclusions justifiées. Les résultats d'une évaluation doivent être explicitement justifiés afin que les parties prenantes puissent les évaluer.

A11. Impartialité du rapport. Les procédures pour la rédaction du rapport d'évaluation doivent assurer que les subjectivités ne vont causer aucune distorsion et aucun biais d'une partie de l'évaluation afin que le rapport reflète réellement les résultats de l'évaluation.

A12. Méta-évaluation. L'évaluation en elle-même doit être formellement et systématiquement évaluée par rapport à ses principes directeurs et à d'autres encore afin que sa réalisation soit faite de façon appropriée et permette ainsi aux parties prenantes d'évaluer ses forces et ses faiblesses.

Annexe 2 Fiche de suivi des connaissances acquises

Question	Réponse	
Un indicateur – c'est quoi? (Définition et un exemple, s.v.p)		
Quels types d'indicateurs connaissez-vous ?		
Quels sont les facteurs de succès d'une bonne évaluation ?		
Quelle est la principale différence entre le suivi et l'évaluation ?		
Quels sont les grands axes de la SRP en Guinée ?		
Quels sont les principaux éléments d'un cadre logique ?		

Nom fictif ou code individuel : _____

Annexe 3 Liste des participants

Nom	Prénoms	Institution	Fonction	BP	Lieu	Tel. 1	Tél. 2	Adresse e-mail
Bah	Abdoulaye Wansan	MEF/DNDIP/DEE	Agent d'étude	6754	Conakry	(011) 55-76-71		wansanseni@hotmai.com
Bah	Fatoumata Binta	FMG	Coordinatrice médicale			(012) 66-47-80	42-30-40	samo-gui@biasy.net
Bah	Chérif Sala	Indépendant	Consultant	99	Labé	26-81-43	26-80-50	fesquibah@yahoo.fr
Bah	Mamadou Lamine	Lynx	Journaliste			26-91-35		laminebahfr@yahoo.fr
Baldé	Alpha Ahmadou	MCI/DNC		1210	Conakry	33-69-96		
Baldé	Hadja Fatoumata Diop	MP/DNPIP	Dir. nat.	221	Conakry	41-34-95	29-53-70	baldefatoudiop@yahoo.fr
Baldé	Ousmane	MP/DNNT	Dir. nat.	221	Conakry	54-30-12		ousbalde2002@yahoo.fr
Baldé	Thierno Oumar	MP/DNS	Expert techn.	1174	Conakry	(011) 34-19-83		tobaldefr@yahoo.fr
Baldé	Néné Mariama	MUH/BSO	Directrice	1709	Conakry	45-23-91	55-57-94	baldette@yahoo.com
Bangoura	Marcelin	MP/DNPIP	Dir. nat. adj.	221	Conakry	41-34-95		
Barry	Alpha Bacar	MAE/SNPRV	Chef de section constr. agr.	576	Conakry	(011) 29-39-36		barry_abacar@yahoo.fr
Barry	Djenabou	Ecole ingénieur	Directrice		Kindia	(011) 28-16-08		bdjenab2002@yahoo.fr
Barry	Lamine	INRAP	Botanicien	823	Conakry	57-05-58		laminbarry@yahoo.fr
Barry	Mamadou Saliou	GTZ 4ATA Promodap	Coordinateur TA et S&E			(011) 57-07-08	(011) 51-00-45	saliou.barry@caramail.com
Barry	Thierno Aliou	Min. Education	Service planif.scol.					
Beyé	Abdoulaye	SP-SRP	Journaliste	2674	Conakry	54-45-33	43-10-80	casteleditions@yahoo.fr
Boiro	Ismaël	SP-SRP	Administrateur	2674	Conakry	43-10-80	54-45-35	isboiro@yahoo.fr
Camara	Kelly	MC/DNC		1210	Conakry	41-11-63		
Camara	Mamadou	SP-SRP	Coordinateur S&E	225	Conakry	43-10-60	(011) 25-65-30	dalabaya@yahoo.fr
Camara	Mamadou Saliou	Fogured		34	Conakry	40-34-31	40-30-30	fogured@yahoo.fr
Camara	YéroBoye	Min. Santé	Conseiller politique	585	Conakry	(011) 29-61-52	(011) 54-41-00	yeroboye@yahoo.fr
Condé	Jean Pierre	MP	Conseiller juridique	221	Conakry	41-44-11	40-68-55	jpconde@yahoo.fr
Condé	Mohamed	Min.de la Communication	Dir. Nat. Adj.			55 19 15		
Conté	Mohamed	BCRG/DES	Economiste			(011) 33-07-74	45-25-89	conte_mohamed@yahoo.fr
Curtis	Yvonne	Indépendant	Consultant					
Dia	Aboubacar	MP	Inspecteur Général			57 44 46		dia-aboubacar@yahoo.com
Diallo	Abdoulaye	MEF/DNDIP				34 63 66		abdoulgn@yahoo.fr
Diallo	Alpha Boubacar	Indépendant	Consultant			22-99-19	(011) 29-13-50	aboudia@caramail.com
Diallo	Boubacar Gaoual	GTZ 4ATA		75	Labé	57-23-50		gaoual1@caramail.com
Diallo	Hassatou	GTZ SAP	Comptable	4100	Conakry	54-38-27	(011) 21-60-42	diallohafsa@yahoo.fr
Diallo	Mamadou Dian	GTZ ASRP	Ass. techn.	4100	Conakry	(011) 57-22-79	43-05-37	mdian_diallo@yahoo.fr
Diallo	Mamadou Saliou	MEF/DNAE		579	Conakry	45-52-46	21-73-09	msdians@hotmail.com

Diallo	Oumar	MP/DNS	Dir. Nat.			21-33-12		dnstat@biasy.net
Diallo	Oumar Béla	Université de Conakry	Professeur			69 87 41		
Diallo	Taïbou	Conseil économ. et social	Membre	1515	Conakry	(013) 40-43-00		taybata@yahoo.fr
Dieng	Mamadou Saliou	PDSD/HMG	Resp. S&E	1465	Labé	51-25-54	(011) 28-13-75	
Doualamou	Marie Anne	MP/DNS	Dir. nat. adj.	221	Conakry	34-61-79		madoual@yahoo.fr
Falcone	François Mohamed	CNLC	Secrétaire permanent	549		(011) 25-29-63		frankfalcone10@yahoo.fr
Fofana	Djenabou	MASPFÉ		527	Conakry	41-22-19	(011) 27-85-61	fofanadjenabou@yahoo.fr
Kaman	Maurice	BRPD/Labé				57-21-20		
Kamano	Pierre Joseph	PEPT	Coordinateur adjoint			(013) 40-53-17		pierreki@yahoo.fr
Keira	Fatou	Indépendant	Consultant	2176		(011) 58-12-38		cofeg200392@yahoo.fr
Keita	Cheick Oumar	Indépendant	Consultant			(012) 67-38-81	(011) 58-12-38	cokeitagui@yahoo.fr
Kourouma	Moussa	MP	Conseiller économique	922	Conakry	(011) 25-65-69	41-14-93	mtwkourouma@yahoo.com
Magassouba	Nanfadima	CONAG-DCF	Présidente	4488	Conakry	43-42-41	(011) 28-11-89	nanfadimah@yahoo.fr
Mané	Mohamed Dianké Waly	MASPFÉ		527	Conakry	69-67-06		
Manguet	Jeanne	GTZ		4100	Conakry	29-86-05		dr-jeannemanguet@yahoo.fr
Mansaré	Lansana	MEF/DNDIP	Chargé d'étude	579	Conakry	(011) 29-55-19		mansare_lansana@yahoo.fr
Mara	Koly	DN Trésor	Chef de division Compt. Etat	579	Conakry	(011) 26-89-94	45-47-85	
Sagno	Ansoumane	MCI/DNC/DCM		1210	Conakry	41-11-63 (316)		
Sall	Boubacar	Min. Santé	Dir. Service	585	Conakry	40-98-35		bousall2@yahoo.fr
Sissoko	Ibrahima Kalil	MAE/BLEPA	Chef de cellule	576		(011) 29-32-21	43-10-35	iksissoko@yahoo.fr
Soumah	Alhassane	USTG	Syndicaliste	1514		(011) 55-03-18	(012) 67-61-82	
Sow	Aguibou	MHE/DN Energie	Che de section planification	1217	Conakry	(011)27-69-28		aguibousowdingcity@yahoo.fr
Sow	Marcel	Université de Conakry	Enseignant et chercheur			57-40-08		bhantal2003@yahoo.fr
Tall	Aguibou	Prog. Nat. contre la Drogue	Coordinateur	5075	Conakry	(011) 34-31-77		
Tall	Ahmedou	Indépendant	Consultant			40-59-13	25-58-50	ahmedouwac@yahoo.fr
Touré	Abdoulaye	MP/DNP	Dir. nat.	221	Conakry	22-10-44		termesse@yahoo.fr
Touré	Aïssatou	HKI	Chargée d'activité nutrition			(011) 29-13-58		aistoure@yahoo.fr
Touré	Saran	CENAFOD				29-64-83	42-12-09	sarantoure2000@yahoo.fr
Traouré	Bandian	SP-SRP	Journaliste			25-50-58		bandiantraore54@yahoo.fr
Traouré	Issa	MASPFÉ	Conseiller juridique	527	Conakry	55-75-60		itraore52@yahoo.fr
Wann	Oumar	Indépendant	Consultant	3208	Conakry	(011) 25-51-17		woumar@hotmail.com
Wann	Thierno Ousmane	CONFORMA	Consultant et directeur	4131	Conakry	(011) 25-11-08		ouswann@yahoo.fr